 GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme	

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Mairie de Domessin
SIRET/SIREN
SIRET : 21730100100012
SIREN : 217301001
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Domessin - 120 Rue du Chef-Lieu - 73330 DOMESSIN
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Madame Valérie ANDRÉ – Maire de DOMESSIN
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
EPODE
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
44 Rue Charles Montreuil – 73 000 Chambéry 0683005453

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan Local d'Urbanisme
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'urbanisme de Domessin
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Dernière approbation en mai 2018 disponible sur le site internet de la Commune : https://www.domessin.fr/p-l-u-plan-local-durbanisme/ et sur le Géoportail de l'urbanisme : https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=5.70911445&lat=45.538529716&zoom=13&mlon=5.709114&mlat=45.538530
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Domessin
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU
Révision allégée portant sur le déclassement de la zone de la Rubattière, d'une part et d'autre part l'évolution du zonage autour de la Fruitière en lien avec les projets d'aménagement de l'industriel : la coopérative laitière doit réaliser des travaux de sécurisation incendie et créer un bassin de gestion des eaux pluviales. Cette révision allégée fait l'objet d'un examen au cas par cas puisque la révision est assimilable à une modification mineure (art. R. 104-11, II du Code de l'Urbanisme)

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
<i>Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?</i>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Si oui, nom du document et date d'approbation :</i>
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
<i>Le territoire est-il couvert par un SCoT ?</i>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :</i>
SCoT Avant Pays Savoyard approuvé le 30 juin 2015
<i>Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?</i>
<ul style="list-style-type: none"> • S.D.A.G.E – 2022/2027 - Rhône-Méditerranée • PGRI -2022/2027 - Rhône-Méditerranée

- Schéma territorial des services au public – 2021/2025 – CdC Val Guiers

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale :

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Date d'approbation de la création du PLU (12/2013) antérieur à la création de la Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe).

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

1^{er} avis d'examen au cas par cas lors de la révision du PLU - n° 2017-ARA-DUPP-00373 : **La révision est soumise à l'évaluation environnementale**

Recours gracieux

2^{ème} avis : d'examen au cas par cas lors de la révision du document : n° 2017-ARA-DUPP-00488 : **La révision n'est pas soumise à évaluation environnementale**

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Révision dite allégée n° 1 conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1 904 habitants en 2019

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	982,54 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	127,05 ha	12,93 %	127,99 ha	13 %
zones 1 AU	5,96 ha	0,61 %	1,96 ha	0,2 %
zones 2 AU	0 ha	0%	0 ha	0 %
zones A	613,82 ha	62,47 %	614,75 ha	62,5 %
zones N	235,71 ha	23,99 %	238,84 ha	24,3 %
Total	982,54 ha	100%	982,54 ha	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

L'objectif de modération de la consommation foncière moyenne est de - 50% par rapport à la consommation foncière des dix dernières années (2009-2013) soit environ 5,5 ha.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

- Le déclassement de la zone de la Rubatière. Les éléments techniques de cette évolution sont prescrits dans le tableau ci-dessous :

Superficie de la zone	4 ha
Zonage Actuel	1AUac
Zonage futur	1,63 ha : Nre 2,37 ha : A

- L'évolution du zonage autour de la Fruitière en lien avec les projets d'aménagement de l'industriel : la coopérative laitière doit réaliser des travaux de sécurisation incendie et créer un bassin de gestion des eaux pluviales

Superficie de la zone	14,51 ha
Superficie concernée par la révision	2,5 ha
Zonage Actuel	UE : 0,53 ha A : 1,97 ha
Zonage futur	A : 0,53 ha UE : 0,47ha Neq : 1,5 ha

<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser la localisation et la superficie :</i></p>
<p>Zone artisanale de la Sage (alentour de la fruitière de Domessin) : L'évolution du PLU concerne environ 1,97 ha de zone A dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,47 ha seront reclassés en zone Ue • 1,5 ha seront reclassés en zone NEq
<p><i>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</i></p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser la localisation et la superficie</i></p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser la localisation et la superficie</i></p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser la localisation et la superficie</i></p>

<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser la localisation et les superficies</i></p>
<p>Zone artisanale de la Sage (alentour de la fruitière de Domessin) : L'évolution du PLU concerne environ 0,53 ha de zone UE qui seront déclassés à la faveur de la zone Agricole (zone A).</p> <p>Lieudit - La Rubatière (alentour de la Zone Industrielle de la Baronnie) : L'évolution du PLU concerne environ 4 ha de zone 1AUac dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1,63 ha ha seront reclassés en zone NRe • 2,37 ha seront reclassés en zone A
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser la localisation et les superficies</i></p>
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</i></p>
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</i></p>

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>		
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Entreprise Blanchon Syntilor <u>Secteur d'activité</u> : Chimie et parachimie <i>Le périmètre de sécurité a été mis à jour en mai 2005. Deux périmètres Z1 et Z2 ont été identifiés. Des réglementations sont associées à ces périmètres (L'urbanisation est interdite dans la zone Z1)</i>

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	D'après la base de données CASIAS, du Ministère chargé de l'environnement, le territoire de Domessin est concerné par une ancienne décharge qui prend place sur le versant nord d'un petit plateau, au lieu-dit "Le Français", en bordure d'un chemin d'accès à la propriété privée de la Perronière. Depuis les travaux de réhabilitation réalisés en 2008, la décharge est clôturée et fermée par un portail cadenassé. La décharge a été exploitée sans autorisation, depuis janvier 1969
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	18 zones humides et tourbières identifiées en application du L151-23 du CU
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La Commune a décliné la Trame Verte et Bleue identifiée par le SCOT Avant Pays Savoyard de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> • Les corridors sont préservés par le zonage NCo • Les réservoirs de biodiversité sont protégés par le zonage NRe
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La Commune est concernée par : <ul style="list-style-type: none"> • <u>Une ZNIEFF de type I</u> : étang de la Vavre, Cours du Thiers et Buisson Rond au Nord-Est de la commune de Domessin • <u>Une ZNIEFF de type II</u> : Ensemble fonctionnel forme par la basse vallée du Guiers et les zones humides de Saint-Laurent-du-Pont

Annexe II

Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU classe en EBC uniquement les secteurs boisés qui par leur taille ne sont pas protégés au titre du régime forestier. Aussi, aujourd'hui on compte 3 EBC.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
<i>Si oui, précisez :</i>			

6. Auto-évaluation
CF document annexe

7. Autres procédures consultatives		
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées		
Juin/juillet 2023		
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)		
Passage en CDPENAF au regard de la création des STECAL NEq sur le secteur de la fruitière (accès et station d'épuration)		
7.3 Procédure de participation du public envisagée		
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		
Si oui, préciser lesquelles		
- autre, préciser les modalités		
8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concerné par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Un document annexe est fourni au présent formulaire de cas par cas. Cette annexe présente :

- Les éléments de justification et les évolutions prévues par la procédure de révision du PLU
- L'auto-évaluation des évolutions prévues par la modification (rubrique 6)
- Un atlas cartographique reprenant :
 - L'ensemble des zonages relatifs à la protection de l'environnement (rubrique 5.1)
 - Les documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale (rubrique 2.5)
 - Le zonage avant/après modification (rubrique 2.5)

9. Engagement et signature

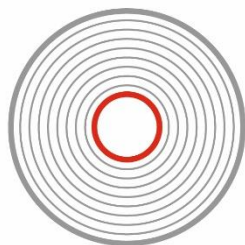
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Domessin	le,	29/08/2023
Nom	ANDRÉ	Prénom	Valérie
Qualité	Maire		

Signature





epode

PLAN LOCAL D'URBANISME



COMMUNE DE DOMESSIN

Dossier 22049

Révision allégée n°1 / ANNEXE AU CAS PAR CAS

Table des matières

1.1	- Dossier de révision du PLU	4
1.2	- Auto-Evaluation	7
1.3	- Annexe cartographique : Environnement	19
1.3.1	Localisation des secteurs inventoriés pour l'environnement	19
1.3.2	Localisation des zones humides	19
1.3.3	Localisation des boisements.....	20
1.3.4	Espèces invasives.....	20
1.3.5	Trame Verte et Bleue & Dynamiques écologiques.....	21
1.4	Annexe cartographique : Urbanisme	22
1.4.1	Localisation des évolutions à l'échelle de la Commune	22
1.4.2	Zonage avant/après modification : La Rubatière (alentour de la ZACOM de la Baronnie)23	
1.4.3	Zonage avant/après modification : Zone artisanale de la SAGE (alentour de la fruitière) 23	

ANNEXE EXAMEN AU CAS PAR CAS R. 104-33 à R. 104-37 DU CU REVISION ALLÉGÉE – COMMUNE DE DOMESSIN



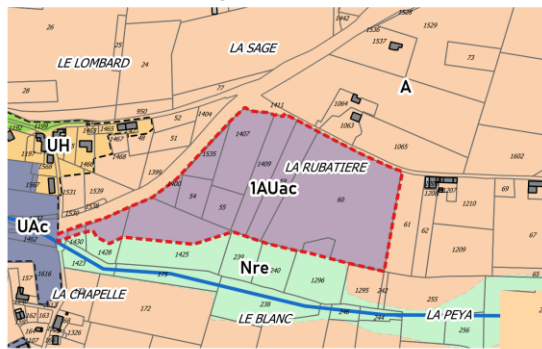








I – ANNEXE OBLIGATOIRE



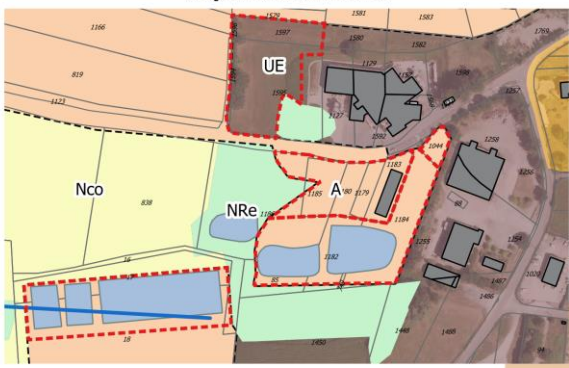






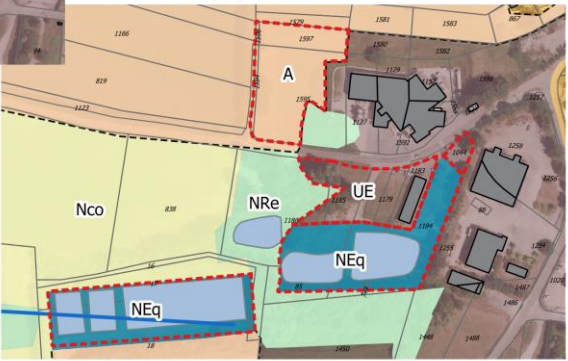
1.1 - Dossier de révision du PLU

La procédure de révision allégée du PLU menée sur la Commune de Domessin va permettre de faire évoluer deux zones, à savoir :

- ***Déclassement de la zone 1AUac de la Rubatière suite au verdict de la cour administrative d'appel de Lyon (N° 21LY00394) :***
 - Reclassement de la zone en secteur Agricole (A) pour partie
 - Reclassement de la zone en réservoir de Biodiversité (Nre) pour la partie en zone humide
- ***Faire évoluer le zonage au niveau de la Fruitière de Domessin***
 - Permettre les travaux de mise en conformité de la Fruitière classée ICPE à savoir :
 - L'installation d'une citerne souple pour gérer le risque incendie sur la parcelle cadastrée section C n° 1185
 - L'implantation d'un bassin de rétention des eaux pluviales de 480 m3 sur les parcelles cadastrées section C n° 1180, 1179 et 1183
 - L'aménagement d'une plateforme de retournement et d'un parking poids lourds sur les parcelles cadastrées section C n° 1180 et 1179
 - Mettre aux normes la station d'épuration sur les parcelles cadastrées section C n° 17 et 18
 - Permettre l'accès et l'entretien des bassins de rétentions communaux sur les parcelles cadastrées section c n° 1186, 1184, 1182 et 85
 - Créer un STECAL NEq pour permettre l'implantation et le maintien des infrastructures de la Fruitière et communal

Les évolutions ne sont globalement pas de nature à impacter les milieux naturels et agricoles

Évolutions du PLU	Justifications
<p>Suppression de la zone 1AUac – Lieu-dit la Rubatière (alentour de la ZACOM de la Baronnie)</p>	<p>Secteur : La Rubatière (alentour de la ZACOM de la Baronnie) Surfaces concernées par l'évolution : 4 ha Parcelles concernées : Section C n° 1400, 0054,0055,1534, 1535, 1407, 1409, 0059, 0060, 1425p, 1428p, 1430p Projet : Suppression de la zone suite à la décision de la cour administrative d'appel de Lyon du 25 janvier 2022 (21LY00394) Application réglementaire : L'ensemble de la zone 1AUac est déclassé au profit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> De la zone NRe (1,63 ha) qui couvrira les zones humides identifiées sur le secteur. De la zone A (2,37 ha) qui couvrira les parcelles restantes <p> EVOLUTION DE ZONAGE : SUPPRESSION DE LA ZONE 1AUac </p> <div>  <p>Zonage avant modification du PLU</p> </div> <div>  <p>Zonage après modification du PLU</p> </div> <div> <p> Zone concernée par l'évolution</p> <p>Zonage</p> <ul style="list-style-type: none">  Uh : secteur urbanisé des hameaux  Uac : secteur à vocation d'activités commerciales  1AUac : Secteur d'urbanisation future à vocation d'activités commerciales  A : Agricole  N : Zone naturelle  Nre : Réservoir de biodiversité </div>

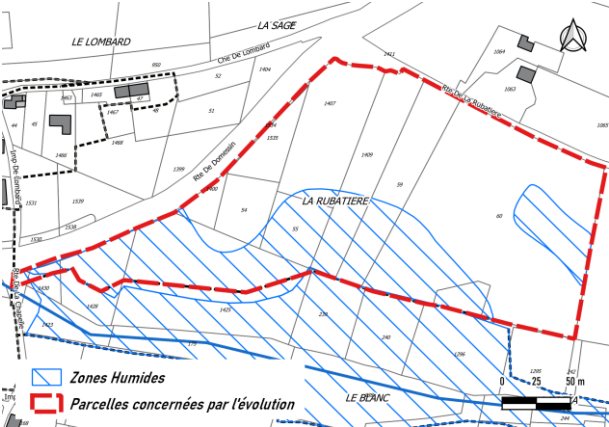
Évolutions du PLU	Justifications
<p>Transfert de surface – Zone artisanale de la Sage (alentour de la Fruitière)</p>	<p>Secteur : Zone artisanale de la SAGE (alentour de la fruitière)</p> <p>Surfaces concernées par l'évolution : 1,88 ha</p> <p>Parcelles concernées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Secteur 1 - Reclassement en zone A : parcelles section B n° 1595, 1597, 1594 et 1596 ○ Secteur 2 - Déclassement A vers UE : parcelles section C n°1183, 1179, 1180, 1185p et 1044 ○ Secteur 3 - Déclassement A vers Neq : parcelles section C n° 1184p, 749p, 1182p, 1186p et 85p ○ Secteur 4 - Déclassement A vers Neq : parcelles section C n° 0017 et C n°0018p <p>Projet : Le projet prévoit plusieurs des évolutions sur plusieurs secteurs de la zone artisanale à savoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Secteur 1 : Le reclassement en zone A au regard de l'abandon d'un projet de développement 2. Secteur 2 : Le déclassement d'une zone A pour réaliser un bassin de rétention des eaux pluviales afin de gérer le risque incendie et faciliter la giration des poids lourds et des pompiers. 3. Secteur 3 : Le déclassement d'une zone A afin de réaliser un accès aux bassins de rétentions existants notamment dans un souci d'entretien de ces derniers 4. Secteur 4 : Le déclassement d'une zone A afin de faire évoluer la station d'épuration existante et améliorer le traitement des effluents <div style="text-align: center;">  <p>EVOLUTION DE ZONAGE : SECTEUR DE LA FRUITIERE</p>  </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: flex-start;"> <div data-bbox="400 1003 970 1682" style="width: 45%;"> <p>Zonage avant modification du PLU</p>  <p>  Secteur concerné par l'évolution </p> <p>Zonage</p> <ul style="list-style-type: none">  Ue : secteur d'activité économique  A : Agricole  Nre : Réservoir de biodiversité  Nco : Corridors de biodiversité  Neq : naturel équipement </div> <div data-bbox="906 1301 1476 1682" style="width: 45%;"> <p>Zonage après modification du PLU</p>  </div> </div>

1.2 – Auto-Evaluation

Le projet de révision allégée du PLU de DOMESSIN, intervient après l'approbation de la révision générale du PLU (28/05/2018). Aussi, la démarche permet, après un retour d'expérience, de réajuster des éléments graphiques du document afin de mieux prendre en compte le projet de territoire. L'impact de l'évolution du document se veut très limité sur les espaces naturels, agricoles et forestiers. Afin, d'autoévaluer le projet de révision allégée de la Commune de DOMESSIN, il s'agira de présenter un bilan multithématiques sur la prise en compte de l'environnement. Cette analyse reprendra les grandes thématiques de l'évaluation environnementale (espaces naturels remarquables, gestion de la ressource en eau, paysage, consommation foncière, mobilité, changement climatique, risques et nuisances).

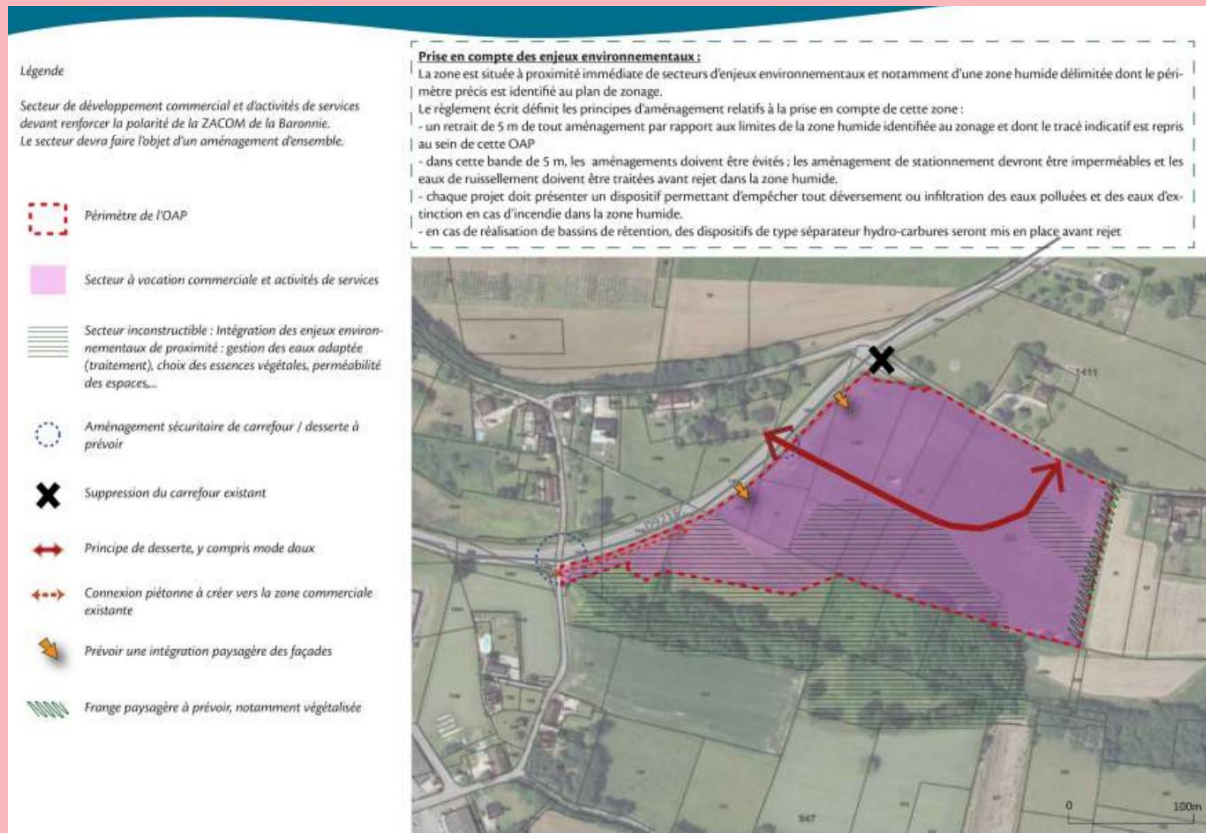
ÉVOLUTION GRAPHIQUE : SUPPRESSION DE LA ZONE 1AUac

Comme expliqué précédemment, la Commune supprime la zone 1AUac afin de se mettre en conformité avec la décision de justice de la cour administrative d'appel de Lyon du 25 janvier 2022

Thématique	Prise en compte/incidence du projet
Espaces naturels remarquables	<p>L'évolution du PLU est à la faveur des espaces naturels agricoles et forestiers puisqu'elle réduit les droits à la constructibilité sur 4 ha. De plus, les éléments de nature remarquable sont identifiés au zonage. En effet, on note la présence de deux zones humides, cf carte ci-dessous :</p>  <p>Dans ce contexte, le nouveau zonage permettra :</p> <ul style="list-style-type: none">• La protection des Zones humides par le classement en zone Nre (Naturelle réservoir de biodiversité)• La valorisation de l'activité agricole par le classement du reste du secteur en zone A <p>Aussi, cette évolution permet de réduire les effets de l'étalement urbain et de protéger les éléments de nature remarquable.</p>
Gestion de la ressource en eau	<p>Le secteur faisant l'objet d'un déclassement permet de préserver les zones humides et par voie de conséquence vient réduire les pollutions diffuses qui auraient pu être engendrées par l'aménagement des parcelles.</p> <p>De plus, la suppression de la zone 1AUac va permettre la préservation de 4 ha d'espace en herbe favorisant ainsi la gestion des eaux pluviales à la parcelle.</p>
Paysage	<p>L'évolution n'entraînant pas l'ouverture de droit à bâtir, le secteur conservera sa qualité paysagère en lien avec l'identité périurbaine de la Commune.</p>

La suppression de la zone 1 AUac vient réduire les consommations d'ENAF par la Commune. En effet, le secteur faisait l'objet d'une OAP devant renforcer la polarité de la ZACOM - Baronnie. Aussi, ce secteur devait être le support d'activités commerciales et de services conformément au plan présenté ci-dessous :

Consommation
foncière



Aujourd'hui le reclassement en zone naturelle et agricole permet de protéger cet espace de l'étalement urbain en corrélation avec les logiques de la loi Climat et résilience (2021)

Mobilité

RAS

Changement
climatique

La suppression de la zone 1AUac entraîne :

- Une préservation d'espace en herbe favorisant le stockage de carbone, notamment en lien avec la qualité de l'air du territoire.
- Limite le développement d'activité potentiellement génératrice de CO2
- Favorise la préservation de la fonctionnalité des sols et les services écosystémiques associés

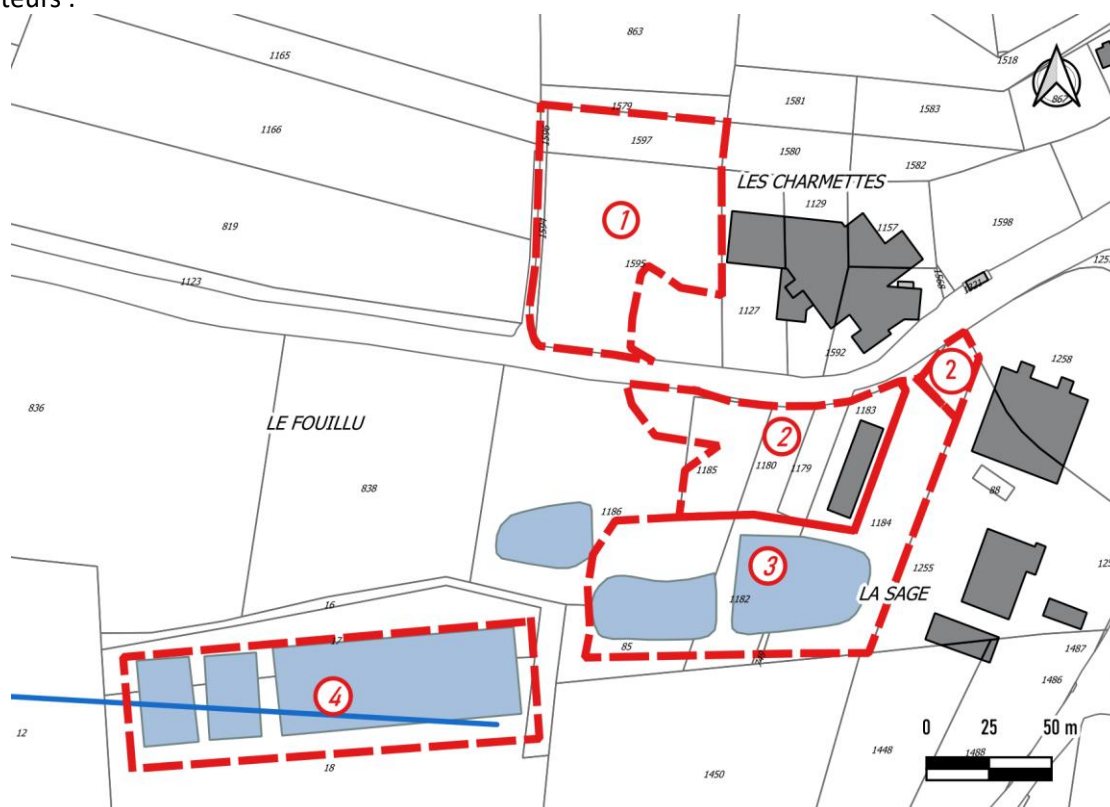
Risques et
nuisances

RAS



ÉVOLUTION GRAPHIQUE : TRANSFERT DE SURFACES

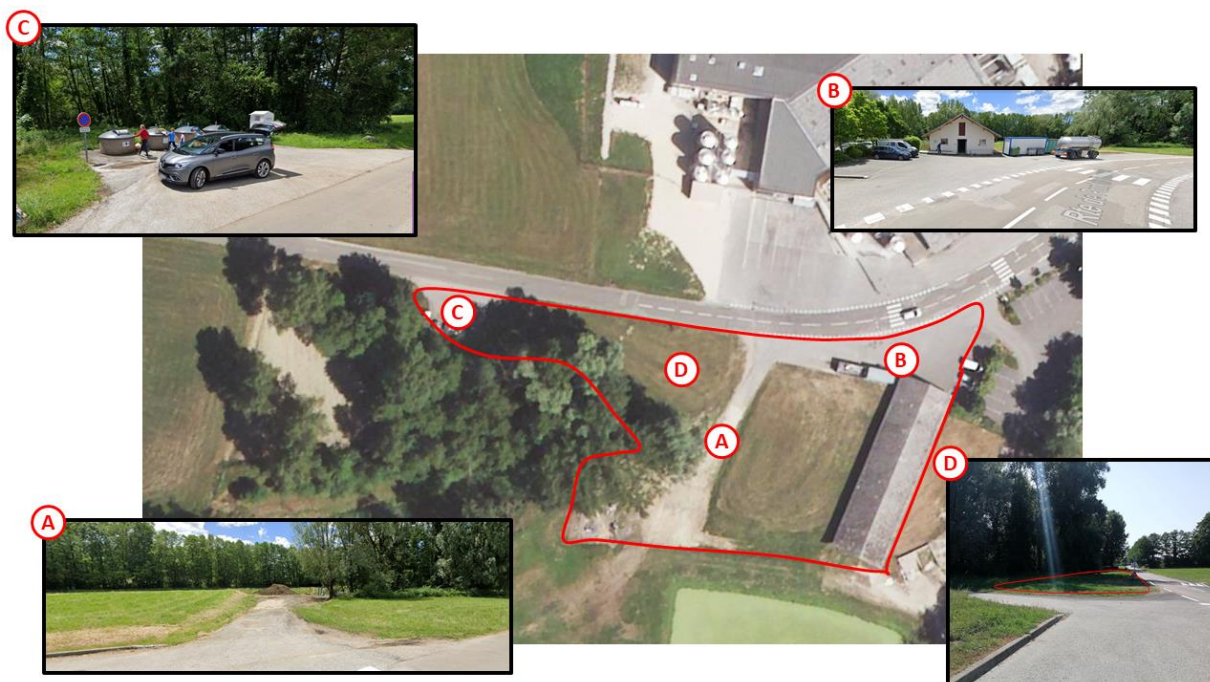
La modification du zonage portant sur la partie Nord-Ouest de la ZA de la Sage comporte plusieurs secteurs d'évolution. Afin de clarifier le propos qui suit, la carte propose une numérotation des secteurs :



La fruitière de Domessin répond aux règles des Installations Classées pour l'Environnement (ICPE) et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral précisant les conditions d'exploitation du site en 1995. Toutefois, l'évolution de la législation depuis 1995, nécessite aujourd'hui des travaux de mise en conformité de l'ICPE et des infrastructures liées à son bon fonctionnement. C'est dans ce contexte et en étroite collaboration avec l'inspecteur des installations de la DDT que le projet est né.

Actuellement :

- **Le secteur 1** est une parcelle agricole appartenant à la Fruitière de Domessin
- **Le secteur 2** sont des parcelles appartenant à la fruitière de Domessin. En l'état, le site se trouve en zone A, pour autant l'usage agricole est inexistant puisqu'on note la présence de/d' :
 - **A** : L'accès à la STEP dont le revêtement est moitié pleine terre et moitié enrobé
 - **B** : Un espace goudronné permettant notamment le stationnement et le stockage de certains poids lourds dans l'obligation de faire une halte
 - **C** : Une plateforme de récupération des déchets (papier, verre, tri sélectif, ordures ménagères et récupération de textile)
 - **D** : Des sols qui semblent relativement compactés et lessivés



ZOOM sur les sols du secteur D



- **Le secteur 3** est support de bassins de rétention des eaux appartenant à la Commune ainsi qu'une voirie qui n'est à ce jour pas concernée par de l'enrobé
 - **Le secteur 4** accueille la STEP des eaux grises issues de la fruitière
- Aussi, l'évolution du zonage se fera de la manière suivante :
- **Le secteur 1** actuellement en zone UE reprendra sa vocation agricole par l'affectation d'un zonage A.

- **Le secteur 2** actuellement en zone A, les parcelles feront l'objet d'un zonage UE pour permettre l'implantation d'un bassin de récupération des eaux pluviales, gérer le risque incendie de l'installation classée à proximité et favoriser la giration des poids lourds et pompiers
- **Le secteur 3** permettra l'entretien et le maintien d'un accès vers les bassins afin d'en faciliter l'entretien par le déclassement de la zone A en zone NEq
- **Le secteur 4** identifiera un STECAL (NEq) sur une zone A afin de faire évoluer la station d'épuration existante et ainsi améliorer le traitement des effluents

Au regard de l'emprise de la zone et des différentes modifications au zonage, l'analyse multithématiques ci-dessous se décline par secteur.

Thématique

Prise en compte/incidence du projet

Secteur 1 : L'évolution du PLU est à la faveur des espaces naturels agricoles et forestiers puisqu'elle supprime les droits à la constructibilité sur 0,53 ha. En effet, le secteur 1 reprendra sa vocation agricole (zone A) à la suite de l'évolution. Il convient de préciser que lors du diagnostic agricole réalisé durant la révision générale du PLU par la chambre d'agriculture, les parcelles avaient été identifiées comme ayant un fort potentiel agronomique. Par conséquent, ce sont des parcelles relativement importantes pour la production agricole du territoire qui vont être préservées. De plus, la parcelle est concernée par une Zone Humide qui est déjà protégée par le zonage NRe du PLU.



ZOOM SUR LE DÉCLASSEMENT DU SECTEUR 1

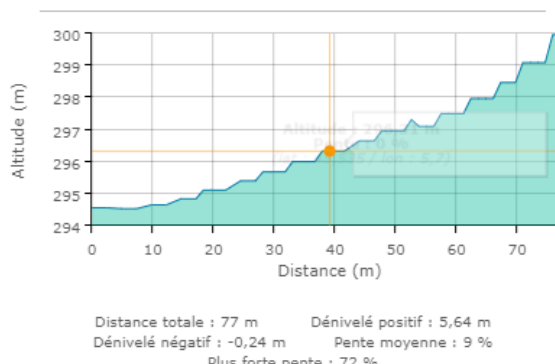
Espaces naturels remarquables

Le projet de révision du PLU propose un déclassement de la zone A en contrebas (zone 2) afin d'y implanter plusieurs équipements nécessaires au fonctionnement de la Fruitière.

L'implantation se fait sur le secteur 2 pour les raisons suivantes :

- La pente importante du terrain entrainerait la mise en œuvre d'une pompe de relevage pour acheminer l'eau (bassins de rétention des eaux pluviales et citerne incendie). Aussi, le choix a été de suivre l'écoulement naturel des eaux et rapatrier les eaux de manière gravitaire.

PROFIL ALTIMÉTRIQUE



- Les terrains ont à ce jour une vocation agricole puisque ces derniers font l'objet notamment de fauchage régulier pour les foin

- L'implantation de la citerne souple nécessite un éloignement relatif du bâtiment à protéger. Or les terrains du secteur 1 observent une trop grande proximité avec le bâtiment pour permettre sa défense incendie

Aussi, au regard des contraintes techniques et agro-écologique du terrain, il semblait plus judicieux d'implanter les équipements sur la partie basse de la fruitière (secteur 2)

Secteur 2 : L'évolution entraîne le déclassement d'environ 0,46 ha de zone agricole à la faveur d'un zonage UE. On peut considérer qu'il s'agit d'un transfert de surface avec le secteur 1, par voie de conséquence la modification n'entraîne pas de réduction de la surface couverte par la zone A. De plus :

- Le nouveau zonage UE ne concerne pas le réservoir de biodiversité à proximité
- Lors du diagnostic les parcelles n'étaient pas considérées comme ayant un potentiel agronomique fort

Toutefois, la zone UE impact un corridor écologique identifié par la Trame Verte et Bleue. Il convient de relativiser les impacts potentiels du projet sur le corridor biologique, puisque ce dernier prévoit l'implantation d'un bassin de rétention des eaux pluviales afin de gérer le risque incendie à proximité. Aussi, cette évolution intervient uniquement pour répondre aux normes du risque incendie.

De plus, la citerne souple se trouve à grande proximité d'un réservoir de biodiversité. Il convient de préciser qu'il n'était pas possible d'implanter la citerne sur le secteur I comme précisé ci-avant. Aussi après plusieurs échanges avec les PPA, l'exploitant de la fruitière a proposé une alternative afin de réduire les potentiels impacts de la citerne sur le réservoir de biodiversité, à savoir : changer l'orientation de la citerne afin d'éloigner au maximum cette dernière du réservoir de biodiversité.



Secteur 3 : L'emprise de cette évolution est relativement importante et intervient dans le périmètre d'un corridor écologique. Toutefois, les incidences sur l'environnement restent moindres puisque le zonage « Neq » est un STECAL, dont le règlement ne permet que l'implantation d'équipements publics destinés au bon fonctionnement de la STEP. Il ne s'agit pas ici de permettre une quelconque constructibilité supplémentaire, d'autant qu'un réservoir de biodiversité (Nre) jouxte le site.

De plus, un accès est aujourd'hui nécessaire pour entretenir l'ensemble des ouvrages présents sur le secteur, cet accès n'engendrera pas de flux de mobilités importants pouvant être considérés comme un obstacle aux déplacements de la petite faune. Cependant, au regard de la localisation du secteur : dans un corridor de biodiversité, il conviendra d'avoir

une attention particulière quant au revêtement de l'accès. Une voirie perméable peut venir réduire l'impact de cet accès sur l'environnement.

Secteur 4 : Tout comme le secteur n° 3 la création de STECAL se fait sur une emprise importante intégrée à un corridor écologique. Cependant, la zone « Neq » :

- N'ouvre pas de droit à la constructibilité et permet seulement l'entretien de l'existant
- N'impact que la stricte emprise de la STEP existante

Secteur 1 : Le secteur faisant l'objet d'un déclassement permet de préserver les zones humides et par voie de conséquence vient réduire les pollutions diffuses qui auraient pu être engendrées par l'aménagement des parcelles. De plus, la suppression de la zone UE va permettre la préservation d'espace en herbe favorisant ainsi la gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Secteur 2 : L'évolution permet l'aménagement :

- Une citerne souple de 240 m3
- Un bassin de rétention de 480 m3 accueillant les eaux pluviales et les eaux d'extinction d'incendie. Cette installation est complétée par la pose d'un séparateur d'hydrocarbure afin d'améliorer la qualité des eaux pluviales récupérées. Il convient de préciser que tout site industriel et en particulier les ICPE sont tenues de contenir sur son site les eaux d'extinction. Le volume d'eau à mettre en rétention est établi en fonction des besoins en eau des services de secours

Secteur 3 : Comme précisé ci-dessus pour limiter le ruissèlement induit par la création de l'accès, il conviendrait d'avoir une attention particulière quant au revêtement utilisé. En effet, un revêtement perméable permettrait de favoriser la gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Gestion de la ressource en eau

Secteur 4 : La fruitière de Domessin a fait l'objet d'un arrêté préfectoral ICPE en 1995. Toutefois, depuis 1995 la législation a évolué et certaines infrastructures et notamment la STEP sont appelées à évoluer. C'est dans son contexte et en étroite collaboration avec l'inspecteur des installations classées de la DDT, que la STEP de la fruitière doit faire l'objet de travaux de mise en conformité. Aussi, l'infrastructure a fait l'objet d'une étude réalisée par ALP'EPUR afin de calibrer les travaux envisagés et il s'agirait de :

- Mettre aux normes les équipements afin d'améliorer la qualité des rejets
- De réduire la surface du bassin existant et ainsi reboucher une partie de la STEP existante. Aussi l'évolution du PLU vient réduire l'emprise au sol de l'infrastructure
- Modifier le milieu récepteur. En effet, anciennement les eaux traitées étaient rejetées dans l'Aigue Noire, cependant le contexte climatique favorise des débits d'étiage de plus en plus important. À ce jour, le cours d'eau n'est donc plus en capacité de réceptionner les eaux de la fruitière. Il a donc été décidé que le milieu récepteur de la Fruitière serait le Guiers qui présente aujourd'hui des caractéristiques plus propices aux rejets des eaux traitées.
- Mutualiser le tracé des réseaux entre la STEP communale et la STEP de la fruitière afin de réduire les coûts et limiter les interventions portant atteintes à la trame brune (sols et sous-sols)

Secteur 1 : L'évolution n'entraînant pas l'ouverture de droit à bâtir, le secteur conservera sa qualité paysagère en lien avec l'identité périurbaine de la Commune.

Paysage

Secteur 2 : La future citerne est implantée dans un secteur où l'on note d'ores et déjà la présence de 3 bassins d'eaux pluviales et d'une micro station d'épuration. Par voie de conséquence, l'intégration paysagère de la construction ne devrait pas être un problème au regard de son environnement. On note tout de même la présence d'un filtre paysager naturel

(espace boisé) qu'il conviendra de préserver afin de limiter les co-visibilités depuis la route de Beauvoisin

Secteur 3 : RAS

Secteur 4 : La station d'épuration est déjà existante par voie de conséquence sa mise aux normes n'entraînera pas une évolution du paysage sur le secteur

Consommation foncière

Secteur 1 : La suppression de la zone UE vient réduire les consommations d'ENAF par la Commune.

Secteur 2 : L'évolution de la zone entraîne une réduction de la zone A qui est toutefois compensée par le classement en zone A du secteur 1.

Secteur 3 : L'emprise du secteur est relativement importante, cependant l'identification d'un STECAL Neq ne permettra pas la construction de bâtiment, mais permettra l'entretien de la voirie déjà existante.

- **Secteur 4 :** Au même titre que le secteur 3 l'emprise se limite à la STEP existante et n'ouvre pas de droit à la constructibilité. De plus, l'évolution vise à réduire la surface du bassin existant et ainsi reboucher une partie de la STEP existante. Aussi l'évolution du PLU vient réduire l'emprise au sol de l'infrastructure

Mobilité

Secteur 1 : RAS

Secteur 2 : La mise aux normes pour la gestion du risque incendie permettra l'aménagement d'une plateforme de retournement afin de faciliter les demi-tours des services de secours et des poids lourds. Cette plateforme de retournement permettra de limiter les demi-tours sur l'emprise publique pouvant être accidentogène et source de conflits d'usages

Secteur 3 : L'évolution permettra la réfection du chemin existant favorisant l'entretien des équipements.

Secteur 4 : RAS

Changement climatique

Secteur 1 : La suppression de la zone UE entraîne :

- Une préservation d'espace en herbe favorisant le stockage de carbone, notamment en lien avec la qualité de l'air du territoire.
- Limite le développement d'activité potentiellement génératrice de CO2
- Favorise la préservation de la fonctionnalité des sols et les services écosystémiques associés

Secteur 2 : L'évolution va permettre la création d'une réserve d'eau, dans un contexte de raréfaction de la ressource et de palier à la pénurie lors de périodes d'étiages.

Secteur 3 : RAS

Secteur 4 : RAS

Secteur 1 : RAS

Risques et nuisances

Secteur 2 : L'évolution du PLU va permettre une mise en conformité au regard du risque incendie. En effet, les besoins en eau pour la gestion des incendies des installations classées sont encadrés par un cadre légal et notamment la D9 qui conditionne le volume minimum d'eau produite par le Poteau Incendie (PI) : 360 m3 pendant 2 h. Or, lors des contrôles organisés par le SIAEP le PI de la Fruitière ne produit que 63 m3 sur 2 h. Aussi, pour gérer au mieux le risque la fruitière souhaite installer :

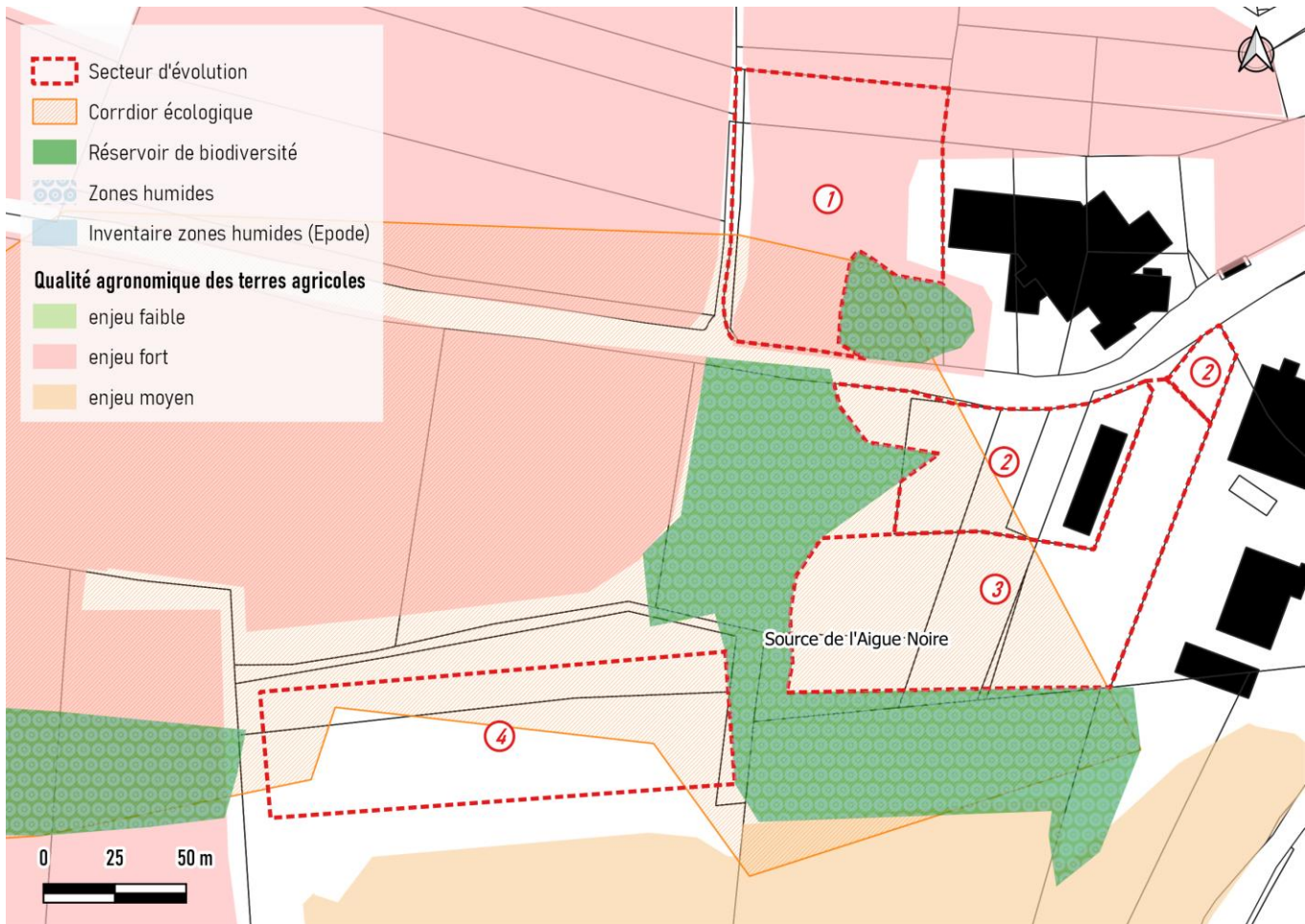
- Une citerne souple de 240 m3
- Un bassin de rétention de 480 m3 accueillant les eaux pluviales et les eaux d'extinction d'incendie. Cette installation est complétée par la pose d'un séparateur d'hydrocarbure afin d'améliorer la qualité des eaux pluviales récupérées. Il convient de préciser que tout site industriel et en particulier les ICPE

sont tenues de contenir in situ les eaux d'extinction. Le volume d'eau à mettre en rétention est établi en fonction des besoins en eau des services de secours.

Le secteur est aussi concerné par l'aménagement d'un parking poids lourds destiné à accueillir les chauffeurs durant la nuit notamment. Ce parking vise à sécuriser les abords de la route qui ne seront plus encombrés par des poids lourds faute de place. Il convient de préciser, qu'une plateforme de retournement pour les secours sera également aménagée sur le secteur.

Secteur 3 : RAS

Secteur 4 : Permettra à terme de mieux traiter les effluents et limiter ainsi la présence de polluant dans l'eau qui peuvent rapidement entrainer une pollution diffuse dans les sols et/ou dans des Zones Humides alentours



ÉVOLUTION RÈGLEMENTAIRE : RÈGLEMENT DU STECAL NEq

La révision allégée de Domessin permet la création d'un STECAL NEq afin de maintenir et entretenir les équipements structurants existants (station d'épuration, bassin de récupération des eaux pluviales). Dans ce contexte, il convient de mettre en œuvre un règlement en accord avec la préservation du corridor écologique existant.

Aussi, le règlement se veut peu permissif et autorise uniquement l'implantation des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires et les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisés, les déblais, remblais sous conditions. En effet, le règlement prévoit :

- *D'imposer des revêtements perméables pour ne pas porter atteinte à la qualité des sols*
- *D'autoriser les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisés, les déblais, remblais avec des conditions strictes permettant la préservation du corridor écologique (ex : à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité des corridors biologiques concernés et soient inférieurs à **0,80m**)*

Il convient de préciser que le règlement prévu pour la zone NEq est issu des préconisations du « guide sur les dispositions opposables du PLU » et du règlement de la zone Nco (STECAL en corridor écologique) de la Commune de Pommiers-la-Placette (Isère) cité en exemple.

CONCLUSION DE L'AUTO ÉVALUATION DU PROJET DE REVISION DE DOMESSIN & BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

L'analyse ci-dessus permet de conclure que la présente révision allégée n'est pas de nature à impacter les milieux naturels et agricoles. Au contraire le bilan de la consommation foncière démontre que l'évolution du PLU entraîne un accroissement des surfaces N et A et une diminution des zones 1AU :

	Superficie (en ha) avant revision	Superficie (en ha) après révision	Taux d'évolution
zones U	127,05 ha	127,99 ha	+0,73 %
zones 1 AU	5,96 ha	1,96 ha	-80 %
zones 2 AU	0 ha	0 ha	0 %
zones A	613,82 ha	614,15 ha	+ 0,15 %
zones N	235,71 ha	238,84 ha	+ 1,28 %
Total	982,54 ha	982,54 ha	

De plus, l'analyse sectorielle montre que les modifications n'entraînent pas d'incidence directe sur l'environnement :

- La suppression de la zone 1AUac favorise la protection d'un espace agricole tout en préservant les zones humides identifiées à la Trame Verte et Bleue
- Les transferts de surface sur le secteur de la fruitière permettent :
 - La protection d'un espace agricole à fort potentiel agronomique
 - La mise aux normes face à la prise en compte du risque feu de forêt
 - La gestion des eaux pluviales à la parcelle
 - La préservation de la ressource en eau

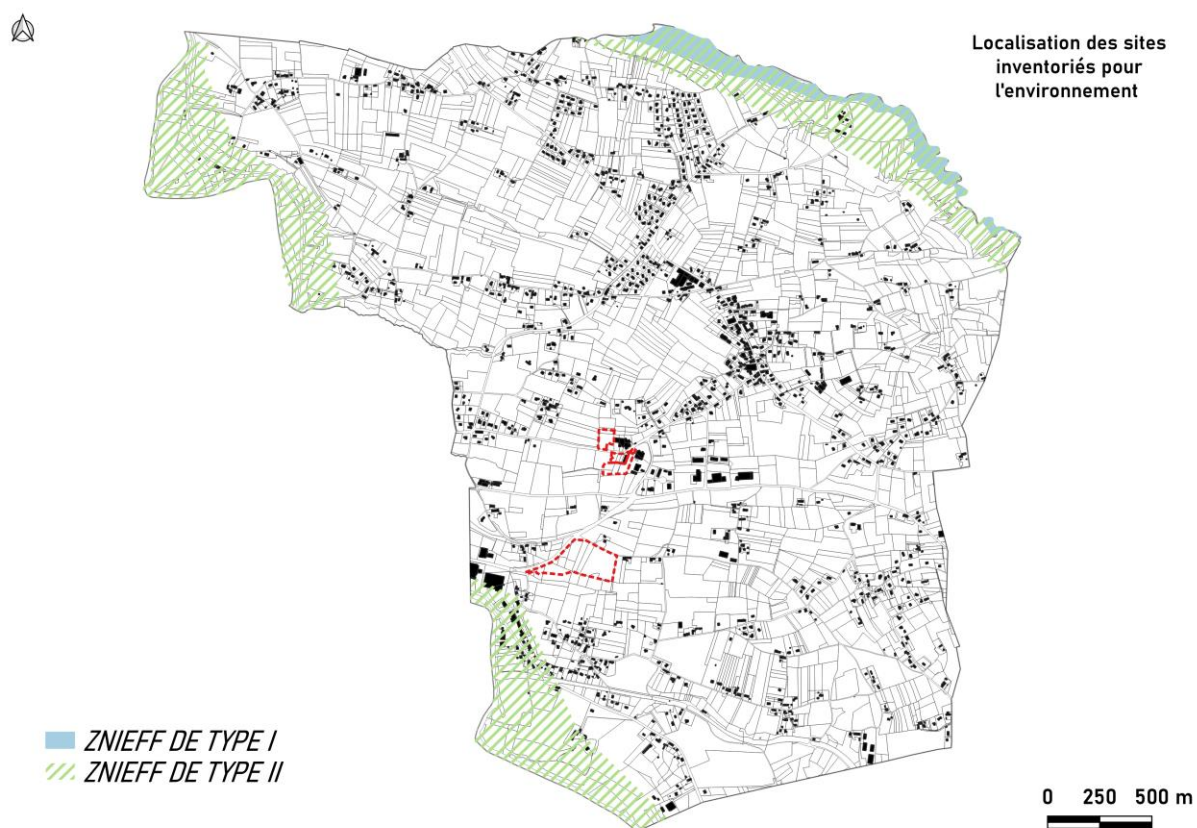
- L'amélioration de la qualité des effluents grâce à l'amélioration du système de traitement des eaux de la STEP

Toutefois, un point d'attention peut être soulevé quant au revêtement de l'accès. Afin de limiter son impact sur l'environnement, il conviendrait d'utiliser un revêtement perméable

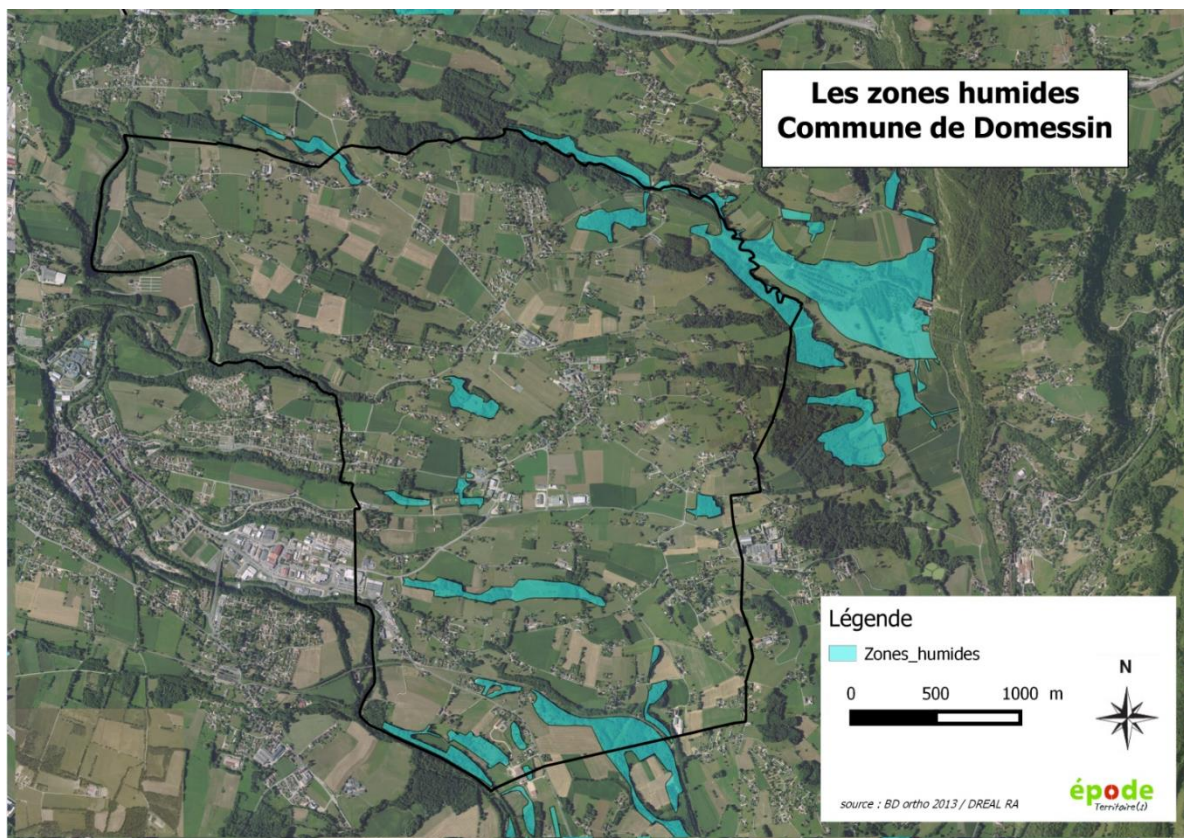
Globalement, la révision allégée du PLU de Domessin n'entraîne pas d'incidence sur l'environnement.

1.3 – Annexe cartographique : Environnement

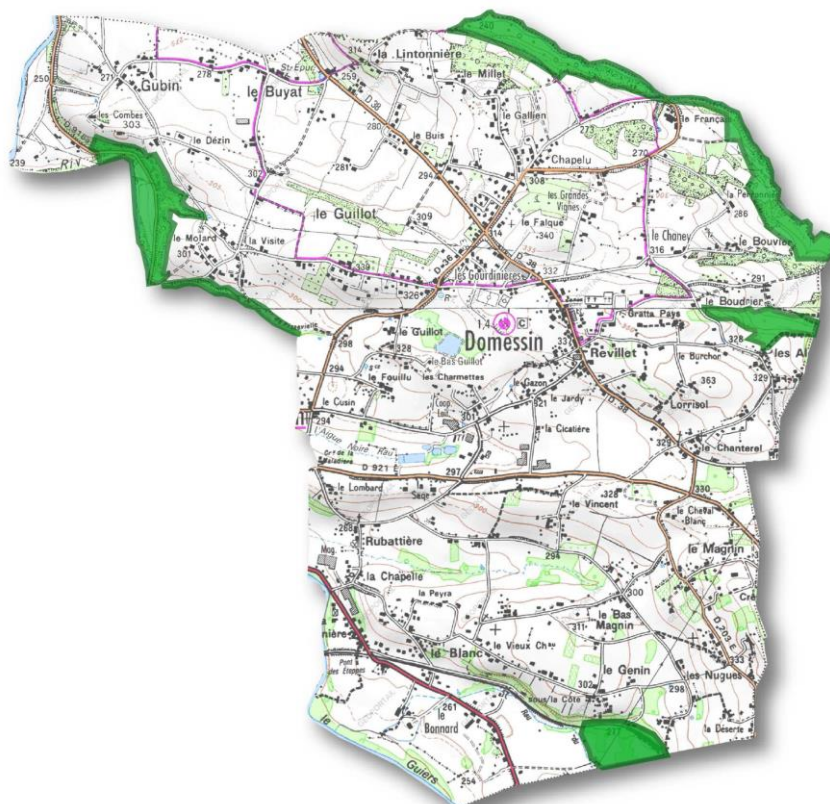
1.3.1 Localisation des secteurs inventoriés pour l'environnement



1.3.2 Localisation des zones humides



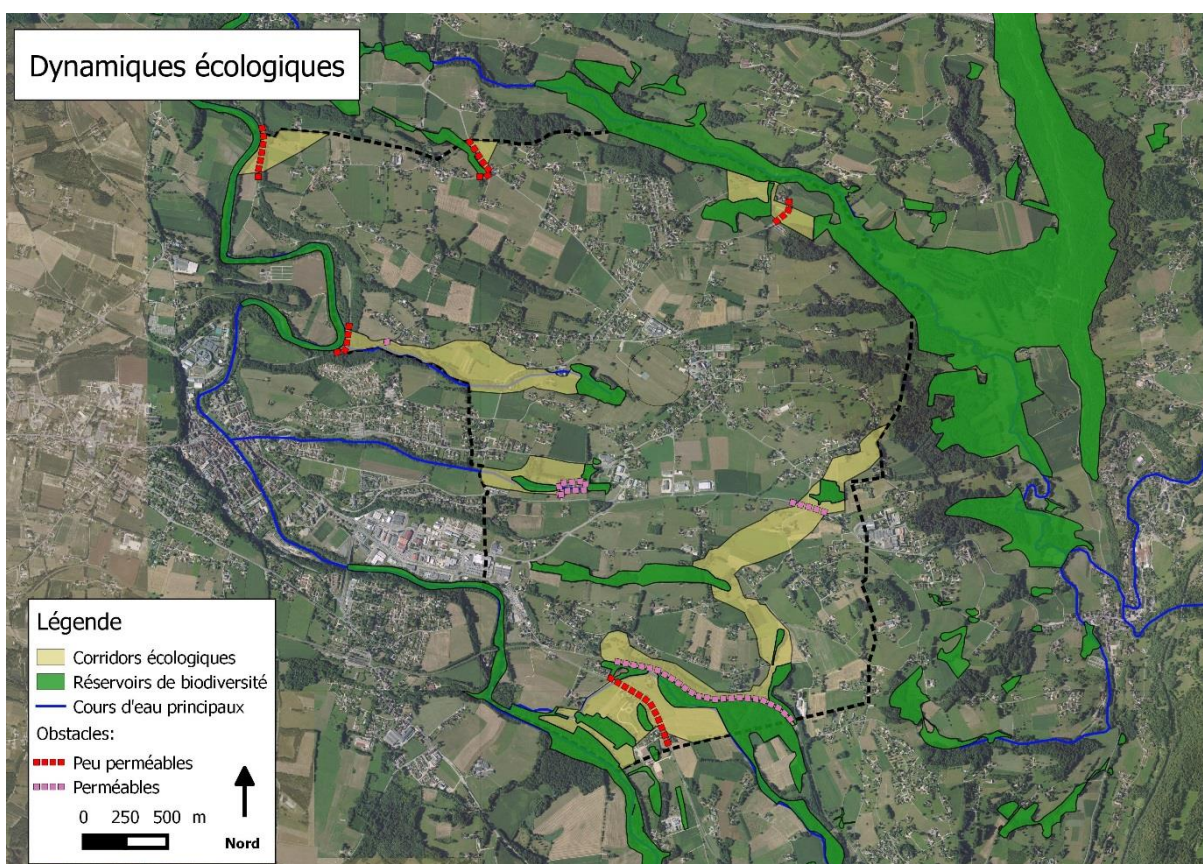
1.3.3 Localisation des boisements



1.3.4 Espèces invasives



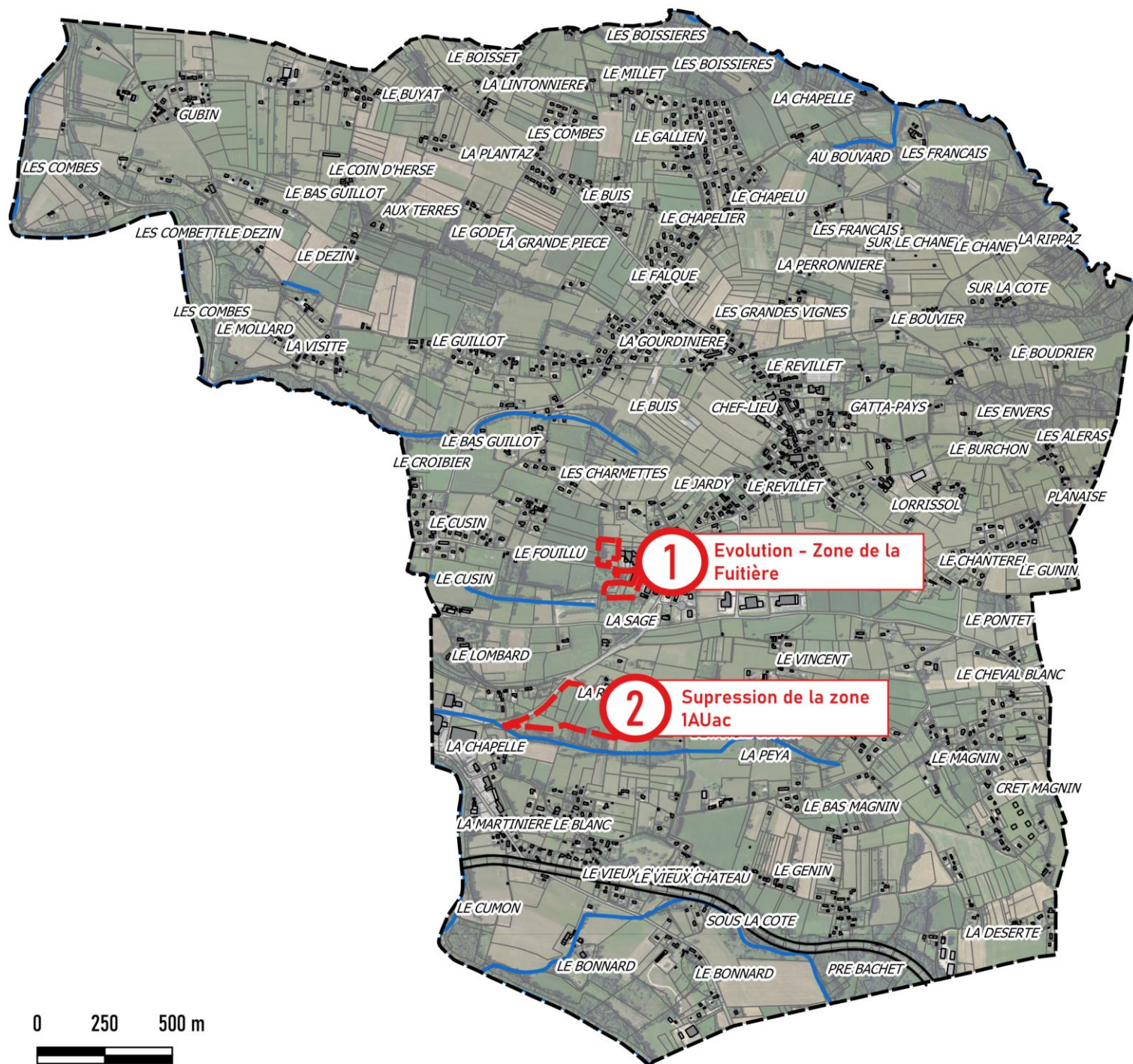
1.3.5 Trame Verte et Bleue & Dynamiques écologiques



1.4 Annexe cartographique : Urbanisme

1.4.1 Localisation des évolutions à l'échelle de la Commune

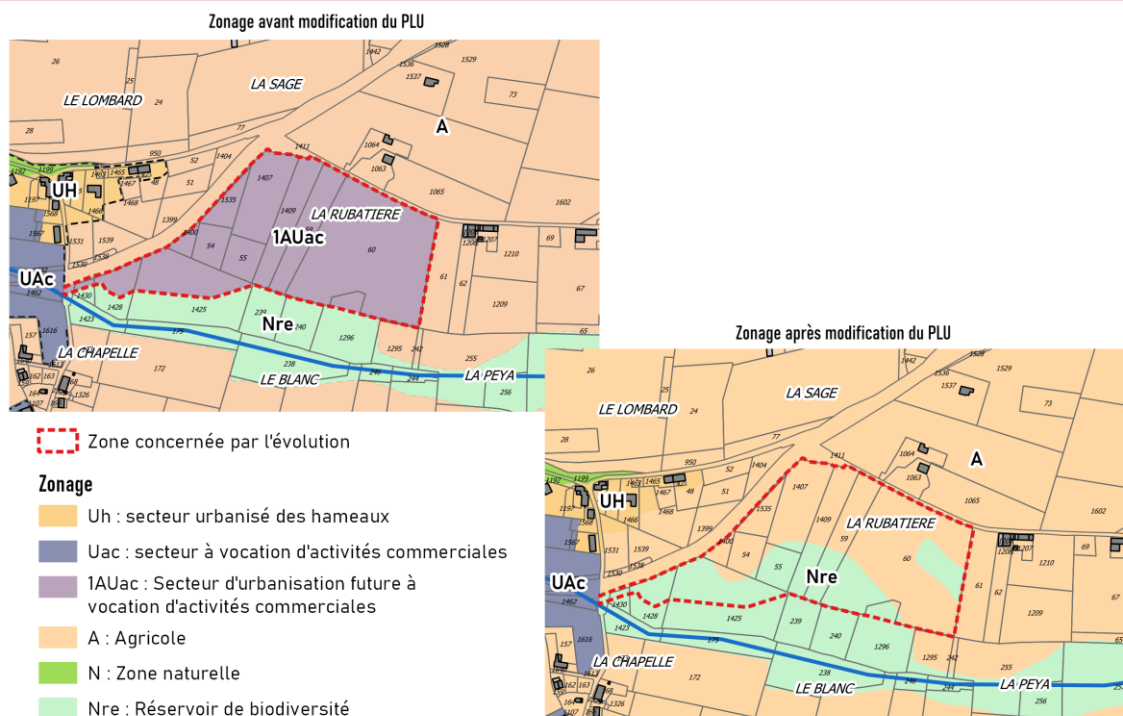
Localisation des évolutions de la modification du PLU



1.4.2 Zonage avant/après modification : La Rubatière (alentour de la ZACOM de la Baronnie)



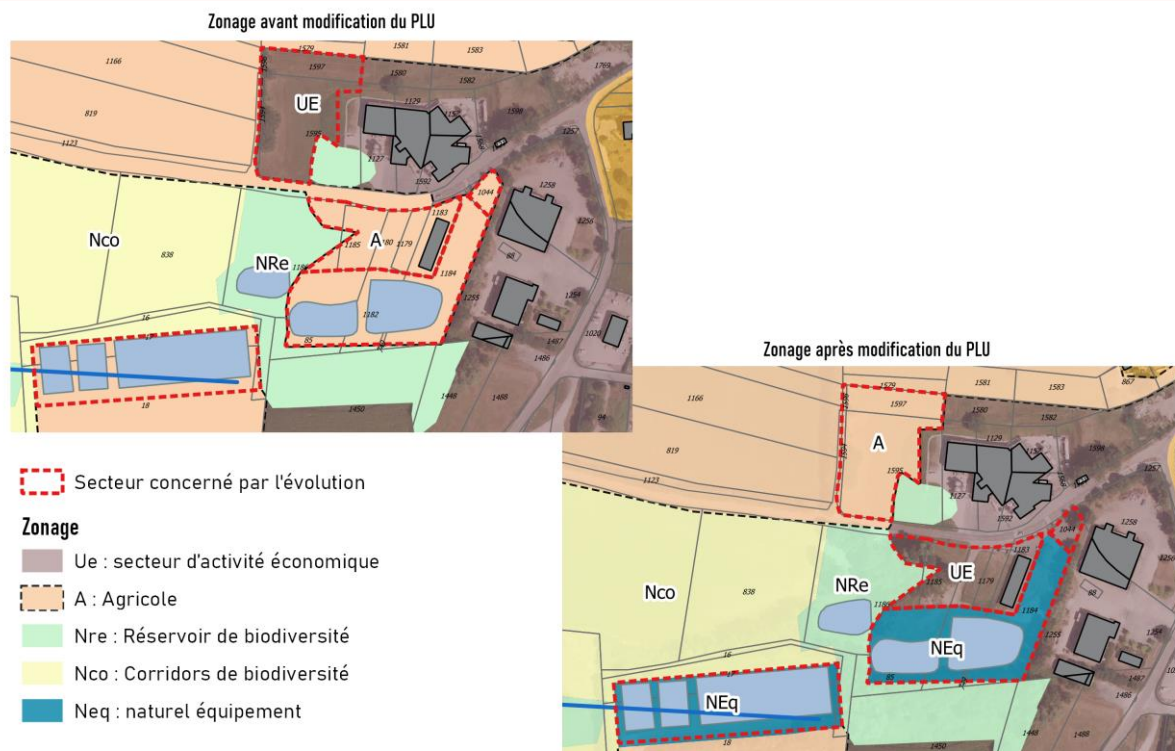
EVOLUTION DE ZONAGE : SUPPRESSION DE LA ZONE 1AUac

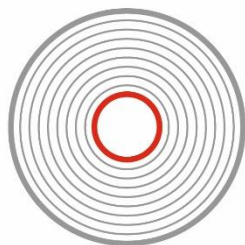


1.4.3 Zonage avant/après modification : Zone artisanale de la SAGE (alentour de la fruitière)



EVOLUTION DE ZONAGE : SECTEUR DE LA FRUITIERE





epode

PLAN LOCAL D'URBANISME



COMMUNE DE DOMESSIN

Dossier 22049

Révision allégée n°1 / Notice explicative

DATE

Document approuvé le :

Le Maire :

SOMMAIRE

1. PrÉambule	4
1.1. Le document d’urbanisme en vigueur.....	4
2. les modifications apportees au plu	7
2.1. Modifications concernant le lieu-dit de la RubattiÈre (alentour de la ZACOM de la Baronnie)	7
2.2. Évolution portant sur le secteur de la Zone Artisanale de la SAGE (alentour de la FruitiÈre) pour travaux de mise en conformité.....	11
2.3. Bilan de la consommation d’ENAF	25
3. Conclusion	26

1. PRÉAMBULE

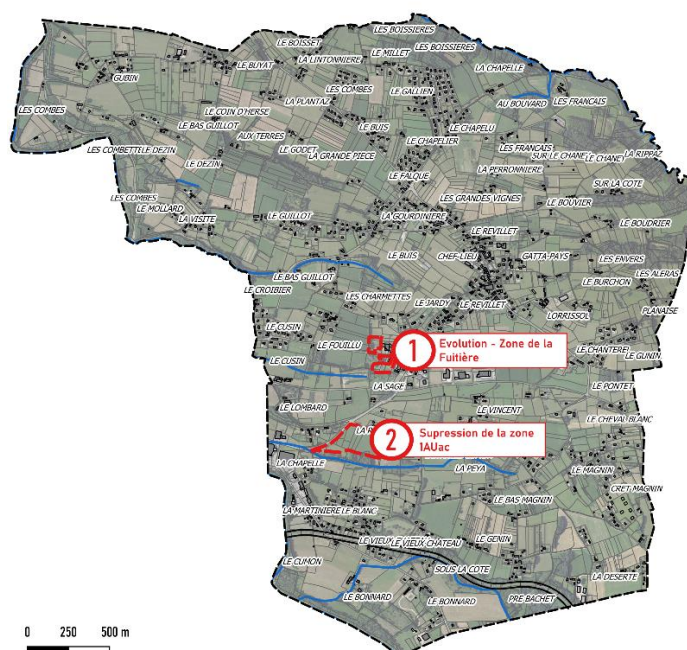
1.1. Le document d'urbanisme en vigueur

La commune de Domessin a approuvé son PLU en mai 2018.

1.1.1. Les objectifs de la révision allégée n°1

- **Déclassement de la zone 1AUac de la Rubatière suite au verdict de la Cour administrative d'appel de Lyon (N° 21LY00394) :**
 - Reclassement de la zone en secteur Agricole (A) pour partie
 - Reclassement de la zone en réservoir de Biodiversité (Nre) pour la partie en zone humide
- **Faire évoluer le zonage au niveau de la Fruitière de Domessin**
 - Permettre les travaux de mise en conformité de la Fruitière classée ICPE à savoir :
 - L'installation d'une citerne souple pour gérer le risque incendie sur la parcelle cadastrée section C n° 1185
 - L'implantation d'un bassin de rétention des eaux pluviales de 480 m3 sur les parcelles cadastrées section C n° 1180, 1179 et 1183
 - L'aménagement d'une plateforme de retournement et d'un parking poids lourds sur les parcelles cadastrées section C n° 1180 et 1179
 - Mettre aux normes la station d'épuration sur les parcelles cadastrées section C n° 17 et 18
 - Permettre l'accès et l'entretien des bassins de rétentions communaux sur les parcelles cadastrées section c n° 1186, 1184, 1182 et 85
 - Créer un STECAL NEq pour permettre l'implantation et le maintien des infrastructures de la Fruitière et communales

Localisation des évolutions de la modification du PLU



1.1.2. La Procédure de Révision Allégée du PLU

En application de l'article L153-34 du CU « Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-9](#) lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

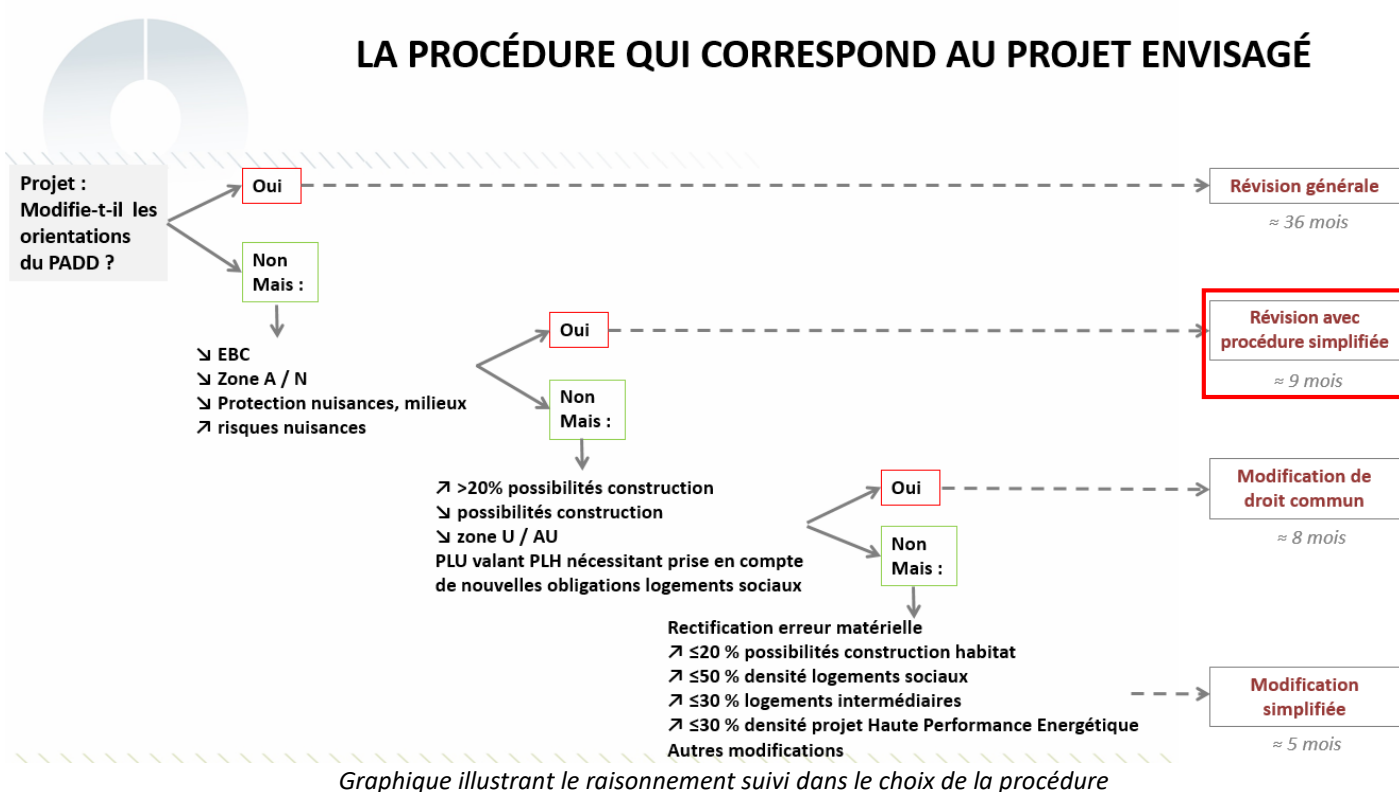
2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

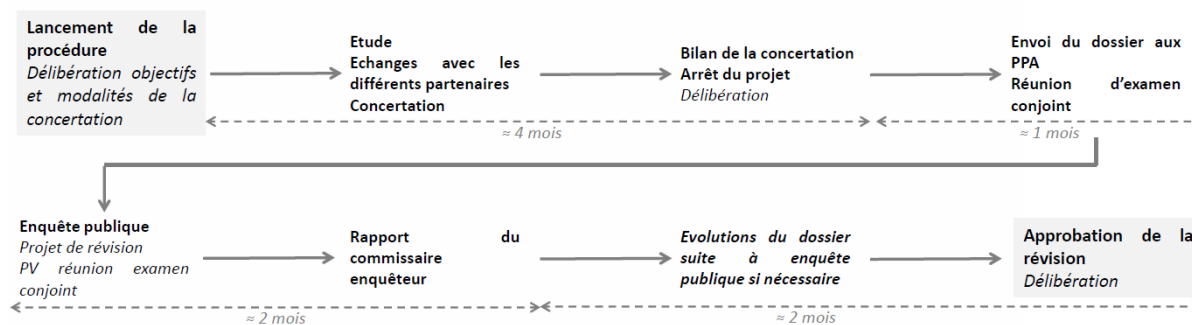
Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »

C'est la procédure de révision allégée qui est menée, régie par l'article L153-31 et suivants du Code de l'Urbanisme.



Le dossier de Révision Allégée est notifié, avant la mise à disposition du public, à l'ensemble des personnes publiques associées, conformément à l'article L153-34 du code de l'urbanisme.

La mise à disposition du public s'est déroulée du XXXX au XXX.



Graphique illustrant le déroulement de la procédure de modification simplifiée

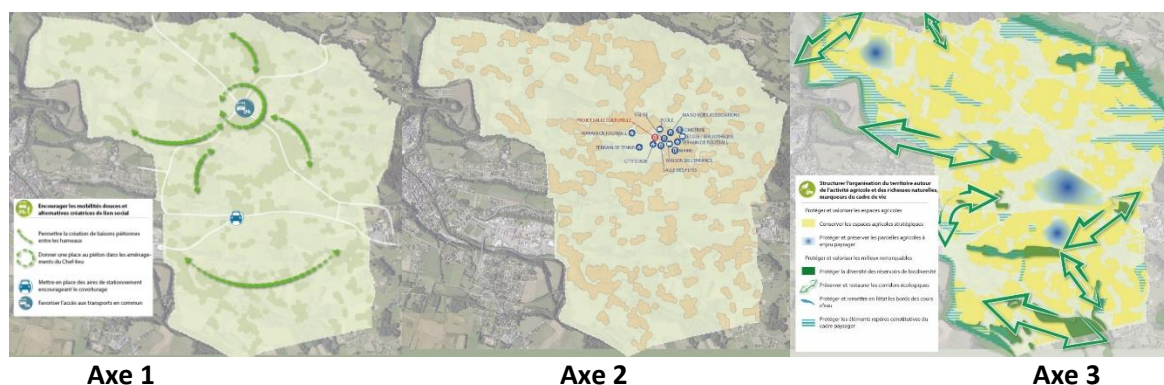
Par ailleurs, la présente procédure a fait l'objet d'un examen au cas par cas par l'autorité environnementale, qui a conclu que la modification simplifiée du PLU n'était pas / était soumise à évaluation environnementale.

RAPPEL DES ORIENTATIONS DU PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables expose les actions que la commune de Domessin souhaite mettre en œuvre afin de promouvoir un développement maîtrisé de son territoire, dans un esprit d'affirmation de l'identité communale, autour de la qualité du cadre de vie, cohérente avec l'exigence de préservation des grands équilibres environnementaux.

Dans ce cadre, le PADD, qui apporte une vision prospective et transversale des différentes politiques territoriales, se décline en trois axes :

- 1- Accompagner le développement de la commune en préservant son identité villageoise
- 2- Conforter la position et l'attractivité du territoire communal dans la polarité urbaine
- 3- Structurer l'organisation du territoire autour de l'activité agricole et des richesses naturelles marqueurs du cadre de vie



2. LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLU

2.1. Modifications concernant le lieu-dit de la Rubattière (alentour de la ZACOM de la Baronnie)

2.1.1. Déclassement de la zone 1AUac suite à la décision de la Cour administrative d'appel de Lyon

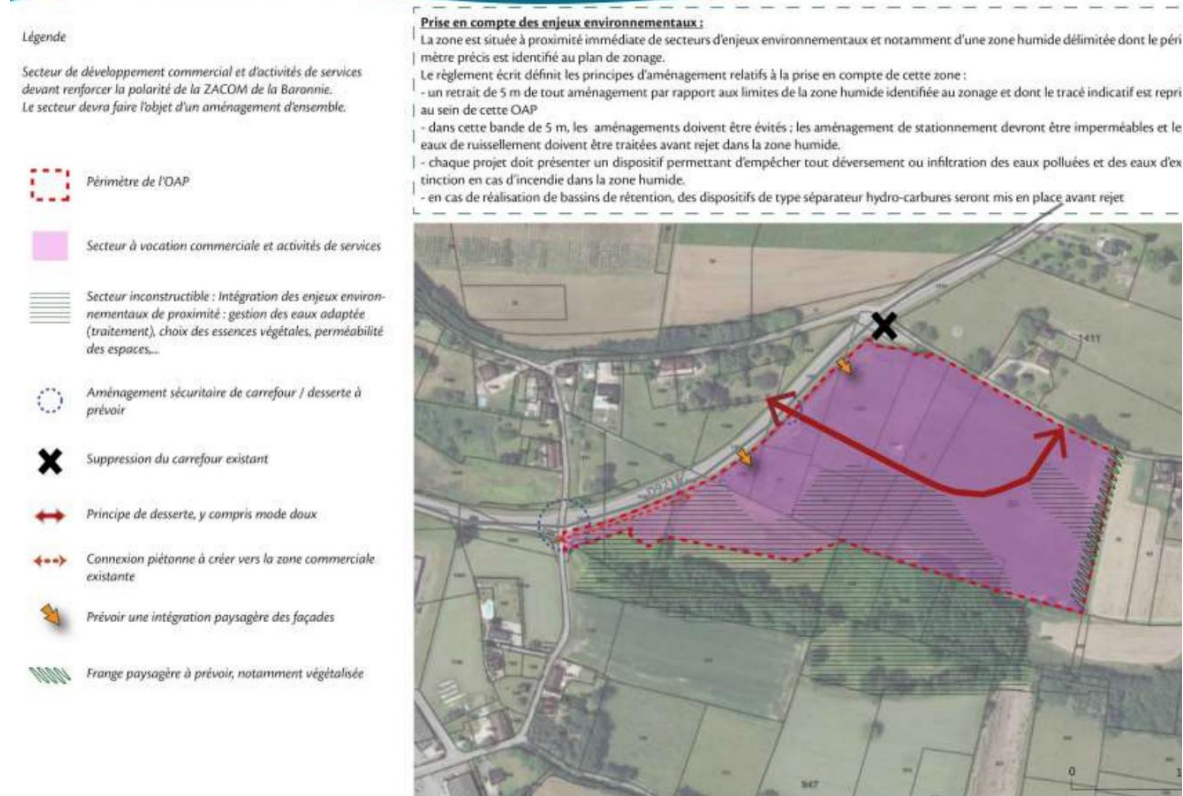
FICHE TECHNIQUE DE L'ÉVOLUTION

Secteur : La Rubattière- alentour de la ZACOM de la Baronnie

Surfaces concernées par l'évolution : 4 ha

Parcelles concernées : Section C n° 1400, 0054,0055,1534, 1535, 1407, 1409, 0059, 0060, 1425p, 1428p, 1430p

Contexte réglementaire actuel : le secteur fait l'objet d'une OAP devant renforcer la polarité de la ZACOM de la Baronnie. Aussi, ce secteur devait être le support d'activités commerciales et de services conformément au plan présenté ci-dessous :



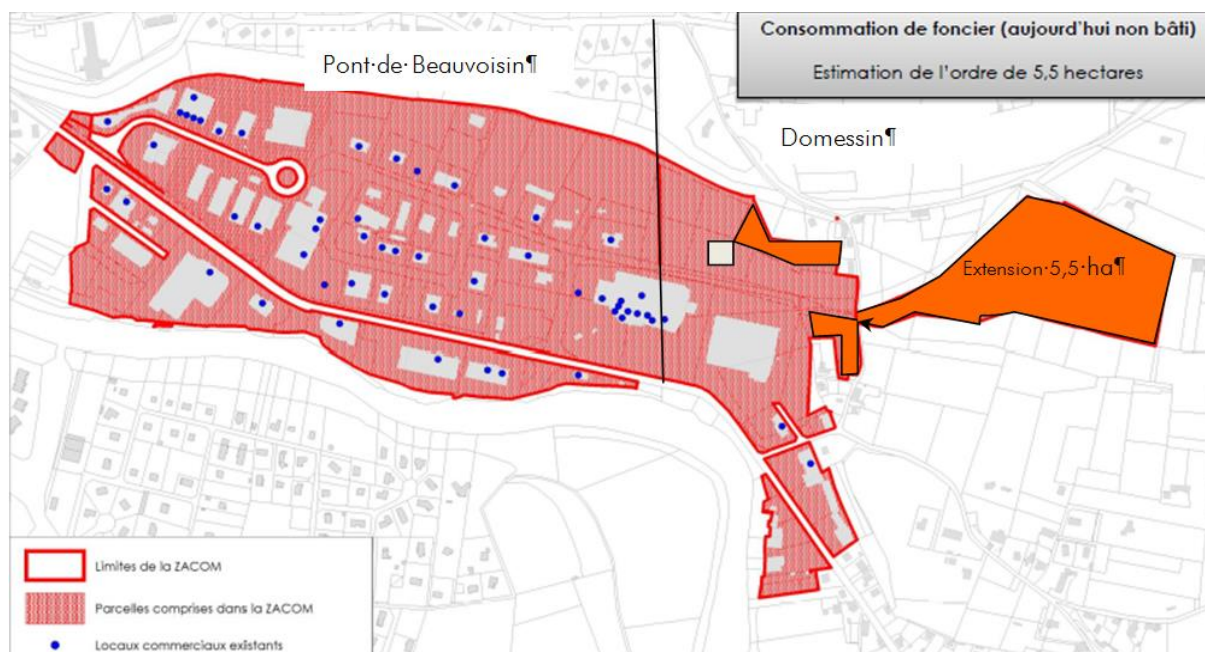
Projet : Suppression de la zone suite à la décision de la Cour administrative d'appel de Lyon du 25 janvier 2022 (21LY00394)

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Domessin fait partie du pôle commercial majeur de l'Avant-Pays Savoyard. À l'époque de la création du PLU, la ZACOM de la Baronnie comprenait déjà une partie en extension de l'ordre de 4,5 ha au POS.

En effet, **la zone d'activité de la Baronnie au lieu-dit « La Chapelle »** était dans le cadre du SCoT une Zone d'Activité Commerciale (ZACOM). Son potentiel de développement était donc estimé par le SCOT qui stipule : « *La zone de la Baronnie, située sur les communes de Pont de Beauvoisin Savoie et de Domessin : cette ZACOM s'étend sur 42,2 hectares et s'inscrit dans un cadre d'activité économique uniquement. Elle a pour objectif d'assurer l'accueil d'activités susceptibles de renforcer la réponse aux besoins diversifiés des habitants. Pour ce faire, 5,5 hectares de fonciers nouveaux (non bâtis en date de l'élaboration du SCOT) seront consacrés à l'accueil de nouvelles surfaces commerciales.* ». En dehors des ZACOMs, centres-bourgs et pôles relais, le développement commercial de locaux de plus de 300 m² n'est pas recherché. »

L'extension devait renforcer la diversité de l'offre de la zone et que cette dernière puisse assurer son rôle de pôle majeur, de rayonnement, sur l'ensemble des registres de commerces. Ce renforcement devait s'accompagner d'une qualification des espaces et bâtis commerciaux afin de répondre aux futures attentes de la population et s'inscrire dans une dynamique de développement durable de l'activité commerciale, et plus largement économique sur le site.



Dans ce contexte, le PLU approuvait en 2018 prévoyait une OAP de 5,5 ha pour permettre l'extension de la ZACOM sur la Commune de Domessin. Il convient de préciser qu'à l'époque le choix du secteur de développement avait fait l'objet d'une étude comparative entre plusieurs zones afin de choisir celle ayant le moins d'incidence sur l'environnement.

ZOOM SUR LA ZACOM DE LA BARONNIE

La Baronnie est donc une zone qui s'étend en majeur parti sur la Commune de Pont-Beauvoisin et qui prend place aussi en partie sur le Commune de Domessin. La Baronnie en quelques chiffres c'est :

- 3,6 millions de visiteurs/an et 12 000 visiteurs/jour.
- 110 commerçant, artisans et services
- 40 ha de zone d'activités
- + de 10000 emplois

Toutefois, la délibération d'approbation du PLU a été attaquée et au regard de la décision de la Cour administrative d'appel de Lyon, sur la zone de la Rubatière la commune profite de la révision allégée pour régulariser la zone au PLU.

Effectivement, la décision de justice est fondée sur des motifs environnementaux, de la politique de développement économique de l'EPCI compétent en la matière et de l'avis des PPA ainsi que du Commissaire enquêteur :

- La zone de la Rubatière se situe sur une zone humide rendant le tènement en grande partie inconstructible
- La zone de la Rubatière a fait l'objet de réserves de la part des PPA et du Commissaire Enquêteur
- L'absence de justification du besoin de foncier économique qui semble surdimensionné au regard de l'existant à l'échelle de la Communauté de Communes

Aussi, il convient aujourd'hui de déclasser les parcelles concernées par l'OAP d'extension de la Baronnie

Extrait du jugement de la Cour administrative d'appel de Lyon demandant l'annulation du classement 1AUac de la Rubatière :

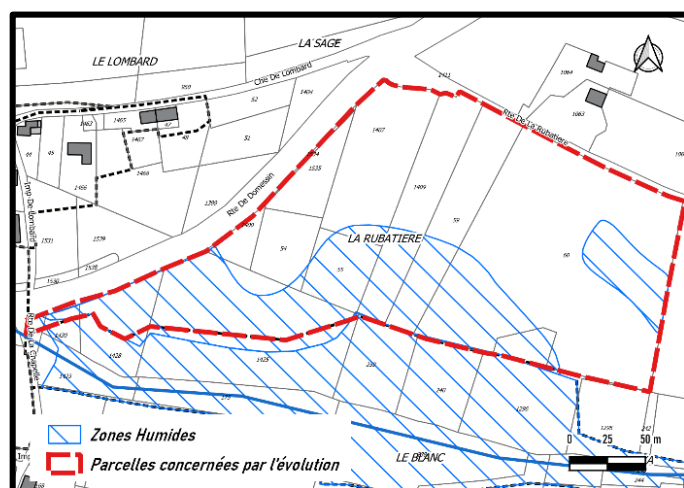
« Il ressort des pièces du dossier que la création de la zone de la Rubatière répond aux objectifs du DOO du Scot de l'Avant-Pays-Savoyard lequel prévoit au lieu-dit La Chapelle l'extension de la zone industrielle de la Baronnie à hauteur de 5,5 hectares et fait l'objet en conséquence au sein du PLU d'une OAP sectorielle.

Il ressort toutefois des pièces du dossier, notamment des documents graphiques du PLU, que **cette zone s'implante à proximité des berges du ruisseau de la Rubatière et de zones humides** qu'elle englobe dans son périmètre. Or, l'identification de ces zones humides comme zones inconstructibles au sein de la zone 1AUac rend une large partie de la zone inconstructible et inexploitable par rapport à la destination envisagée.

Par ailleurs, il ressort des pièces du dossier, notamment des observations du commissaire enquêteur, que l'extension de la zone industrielle de la Baronnie sur la zone 1AUac créée à cet effet, a fait l'objet de **réserves de la part des personnes publiques associées**, au demeurant déjà exprimées lors de la procédure d'élaboration du SCoT, et portant sur les conditions de desserte du site et, surtout, sur la nécessité de **démontrer les besoins fonciers affichés pour le développement de cette zone industrielle** au regard de la nécessité, conformément aux objectifs du PADD, de préserver les terres agricoles de qualité, dont relève le tènement en litige. Dans ces conditions, la commune de Domessin n'est pas fondée à soutenir que la création de la zone 1AUac ne procède pas **d'une erreur manifeste d'appréciation.** »

Ainsi l'ensemble de la zone 1AUac est déclassé au profit notamment :

- De la zone NRe (1,63 ha) qui couvrira les zones humides identifiées sur le secteur.
- De la zone A (2,37 ha) qui couvrira les parcelles restantes



CONFORMITÉ AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX**LE SCOT AVANT-PAYS SAVOYARD & PADD DU PLU DE DOMESSIN**

Prescriptions DOO (p.7) : Les zones humides, en accord avec la loi sur l'eau et les milieux aquatiques et le SDAGE relayé par les SAGE, doivent faire l'objet de protections spécifiques. Des inventaires pourront utilement alimenter la réflexion des PLU dans ce sens.

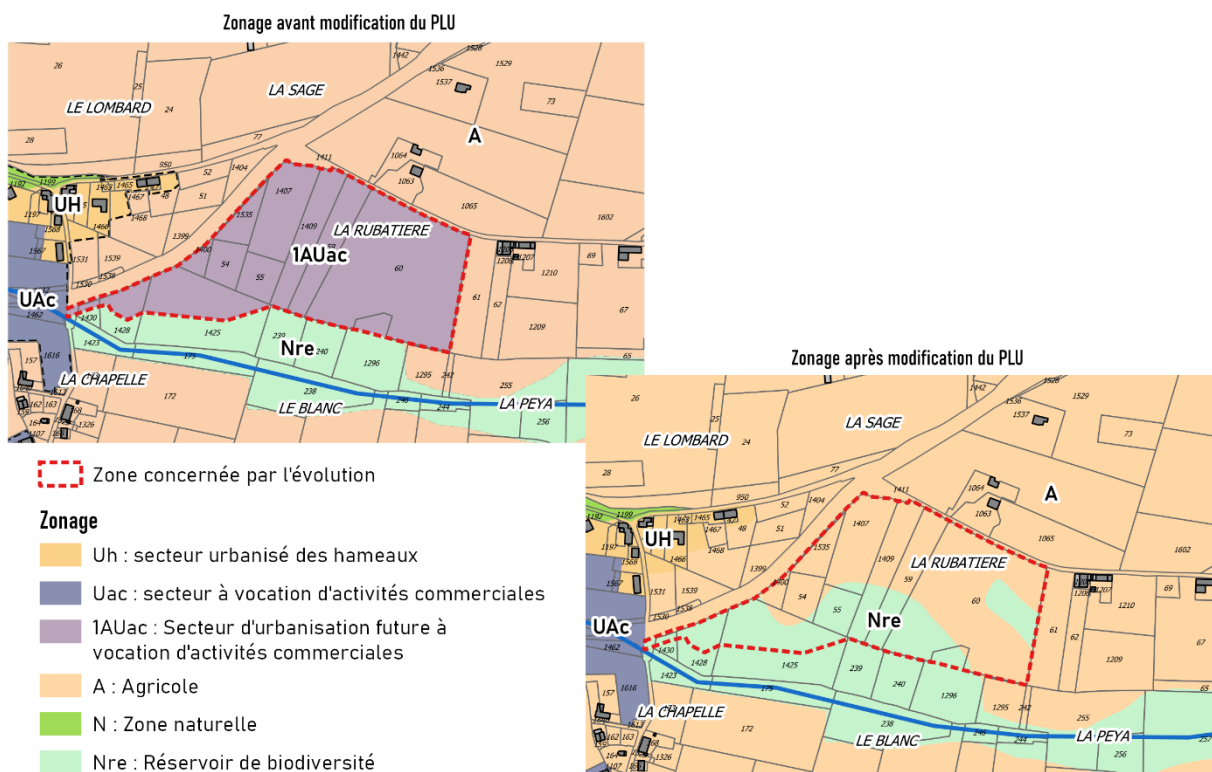
Orientation PADD (p.13) : Protéger la diversité des réservoirs de biodiversité (Znieff, zones humides, certains boisements...) en garantissant leur inconstructibilité stricte.

Prise en compte dans l'évolution : La suppression de la zone 1AUac au zonage permet la préservation d'une zone humide par la mise en place du zonage « Nre » en faveur de la protection des réservoirs de biodiversité

Prescriptions DOO (p.54) : Réduire la consommation foncière vouée au développement urbain, tant à vocation d'habitat, que de développement économique, par rapport aux 10 dernières années.

Orientation PADD (p.5) : Contenir l'urbanisation afin de protéger les terres agricoles, naturelles [...]

Prise en compte dans l'évolution : La suppression de la zone 1AUac au zonage permet de réduire la consommation d'Espaces Naturels Agricoles et forestiers.

EFFETS SUR LE REGLEMENT GRAPHIQUE**EVOLUTION DE ZONAGE : SUPPRESSION DE LA ZONE 1AUac**

2.2. Évolution portant sur le secteur de la Zone Artisanale de la SAGE (alentour de la Fruitière) pour travaux de mise en conformité

2.2.1. Évolution de la zone Ue portant sur la Fruitière de Domessin

FICHE TECHNIQUE DE L'ÉVOLUTION

Secteur : Zone artisanale de la SAGE (alentour de la fruitière)

Surfaces concernées par l'évolution : 1,88 ha

Parcelles concernées :

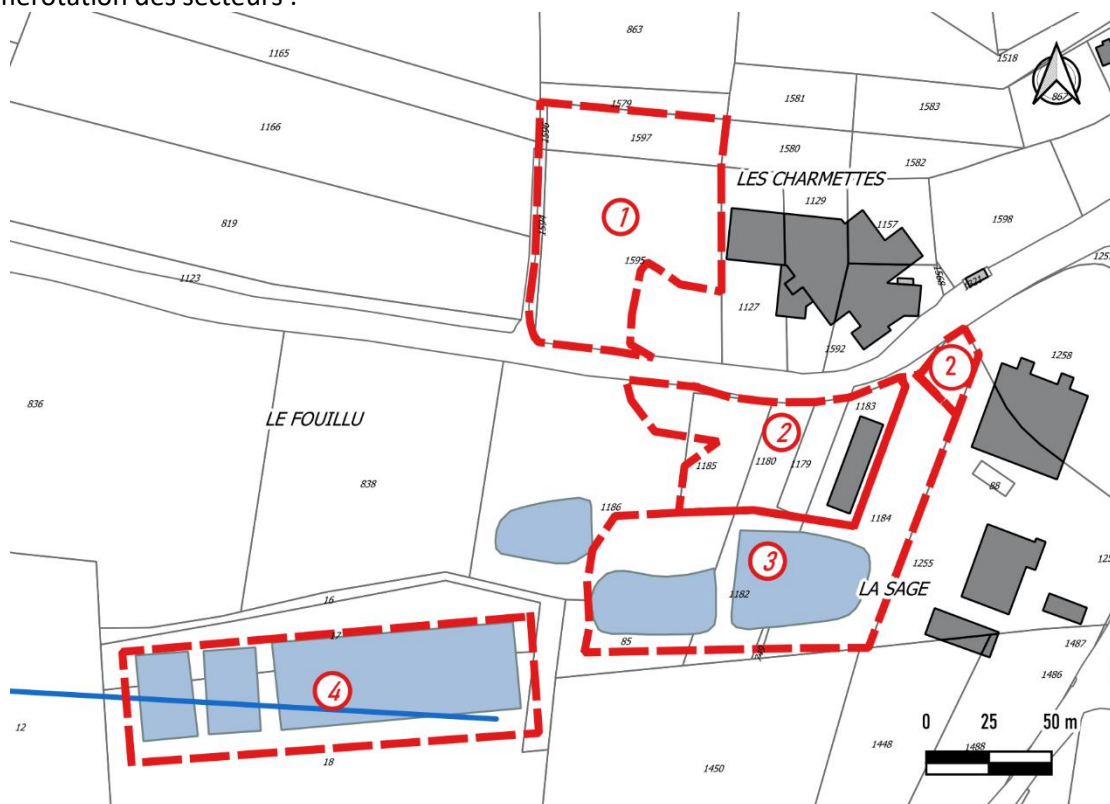
- **Secteur 1** - Reclassement en zone A : parcelles section B n° 1595, 1597, 1594 et 1596
- **Secteur 2** - Déclassement A vers UE : parcelles section C n°1183, 1179, 1180, 1185p et 1044
- **Secteur 3** - Déclassement A vers Neq : parcelles section C n° 1184p, 749p, 1182p, 1186p et 85p
- **Secteur 4** - Déclassement A vers Neq : parcelles section C n° 0017 et C n°0018p

Projet : Le projet prévoit plusieurs des évolutions sur plusieurs secteurs de la zone artisanale afin de permettre une meilleure prise en compte :

- Du risque incendie
- De la gestion des eaux pluviales
- Du maintien et de l'entretien des équipements existants

CONTEXTE

La modification du zonage portant sur la partie Nord-Ouest de la ZA de la Sage alentour de la Fruitière comporte plusieurs secteurs d'évolution. Afin de clarifier le propos qui suit, la carte propose une numérotation des secteurs :



Aujourd'hui,

La fruitière de Domessin répond aux règles des Installations Classées pour l'Environnement (ICPE) et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral précisant les conditions d'exploitation du site en 1995. Toutefois, l'évolution de la législation depuis 1995, nécessite aujourd'hui des travaux de mise en conformité de l'ICPE et des infrastructures liées à son bon fonctionnement. C'est dans ce contexte et en étroite collaboration avec l'inspecteur des installations de la DDT 73 que le projet d'évolution est né.

Actuellement :

- **Le secteur 1** est une parcelle agricole appartenant à la Fruitière de Domessin
- **Le secteur 2** sont des parcelles appartenant à la fruitière de Domessin. En l'état, le site se trouve en zone A, pour autant l'usage agricole est inexistant puisqu'on note la présence de/d' :
 - **A** : L'accès à la STEP dont le revêtement est moitié pleine terre et moitié enrobé
 - **B** : Un espace goudronné permettant notamment le stationnement et le stockage de certains poids lourds dans l'obligation de faire une halte
 - **C** : Une plateforme de récupération des déchets (papier, verre, tri sélectif, ordures ménagères et récupération de textile)
 - **D** : Des sols qui semblent relativement compactés et lessivés



ZOOM sur les sols du secteur D



- **Le secteur 3** est support de bassins de rétention des eaux appartenant à la Commune ainsi qu'une voirie qui n'est à ce jour pas concernée par de l'enrobé
- **Le secteur 4** accueille la STEP des eaux issues de la fruitière

LE PROJET & LES JUSTIFICATIONS

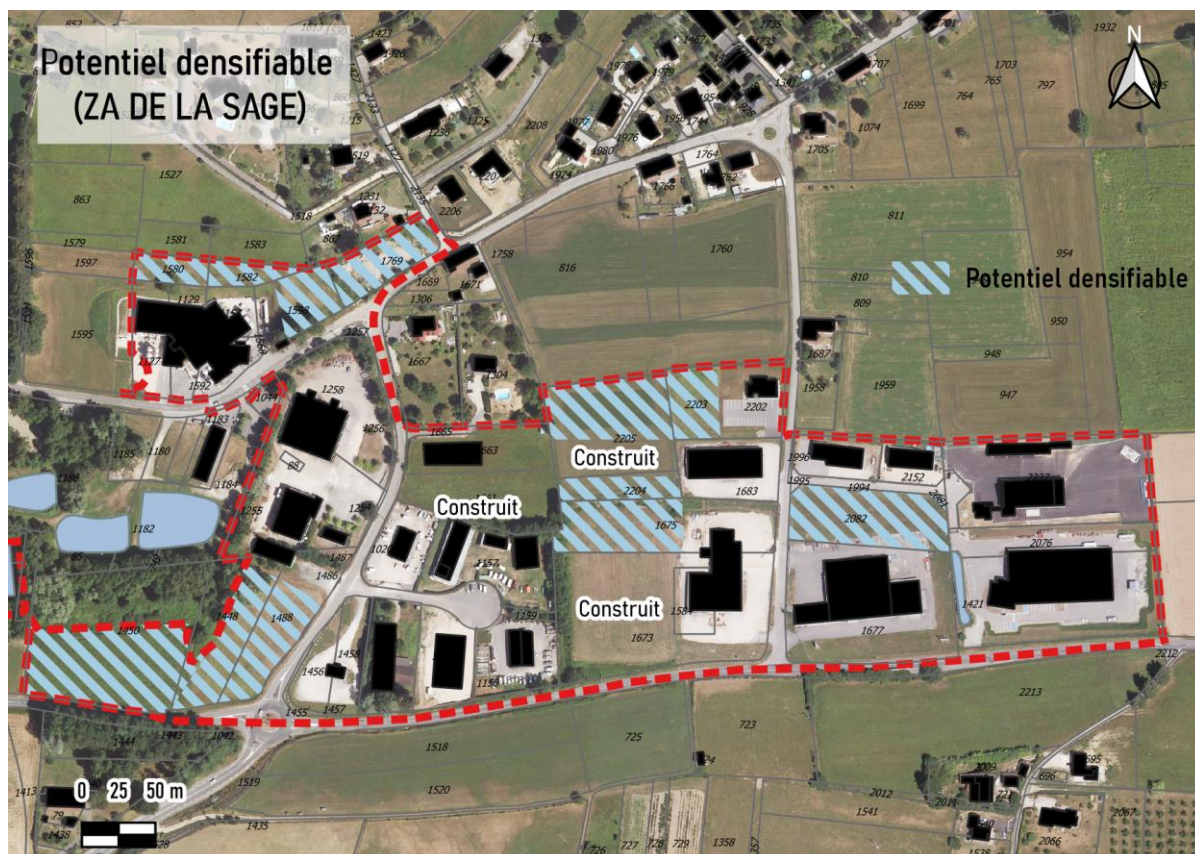
Aussi, l'évolution du zonage se fera de la manière suivante :

- **Le secteur 1** actuellement en zone UE reprendra sa vocation agricole par l'affectation d'un zonage A.
- **Le secteur 2** à ce jour en zone A, les parcelles feront l'objet d'un zonage UE pour permettre l'implantation d'un bassin de récupération des eaux pluviales ainsi que des équipements pour la gestion du risque incendie (bassin, citerne souple et plateforme de retournement)
- **Le secteur 3** permettra d'entretenir et maintenir l'accès vers les bassins communaux afin d'en faciliter l'entretien et la création par le déclassement de la zone A en zone NEq
- **Le secteur 4** identifiera un STECAL (NEq) sur une zone A afin de faire évoluer la station d'épuration existante et ainsi améliorer le traitement des effluents

Au regard de l'emprise de la zone et des différentes modifications au zonage, les justifications ci-dessous se déclinent par secteur.

Le secteur n°1 :

L'évolution du PLU est à la faveur des espaces naturels agricoles et forestiers puisqu'elle supprime les droits à la constructibilité sur 0,53 ha. En effet, le secteur 1 reprendra sa vocation agricole (zone A) à la suite de l'évolution puisqu'à ce jour il n'y a pas de volonté d'étendre la ZA sur ces terrains. De plus, la zone présente encore des potentiels fonciers dans l'enveloppe bâtie (environ 2,95 ha) :



Il convient de préciser que lors du diagnostic agricole réalisé durant la révision générale du PLU par la chambre d'agriculture, les parcelles avaient été identifiées comme ayant un fort potentiel agronomique. Par conséquent, ce sont des parcelles relativement importantes pour la production agricole du territoire qui vont être préservées. Enfin, la parcelle est concernée par une Zone Humide qui est déjà protégée par le zonage NRe du PLU.



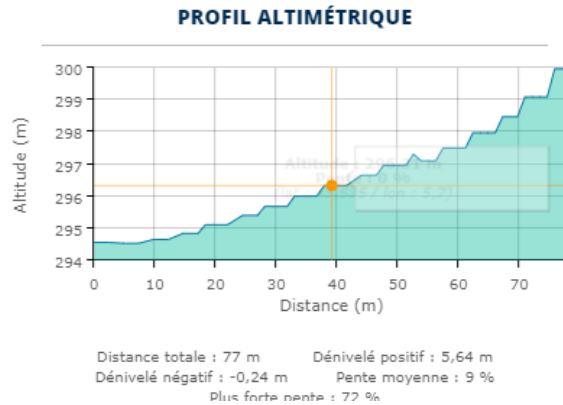
Parcelles restituées à l'agriculture et flore commune associée

ZOOM SUR LE DÉCLASSEMENT DU SECTEUR 1

Le projet de révision du PLU propose un déclassement de la zone Agricole en contrebas (zone 2) afin d'y implanter plusieurs équipements nécessaires au fonctionnement de la Fruitière.

L'implantation se fait sur le secteur 2 pour les raisons suivantes :

- La pente importante du terrain entrainerait la mise en œuvre d'une pompe de relevage pour acheminer l'eau (bassins de rétention des eaux pluviales et citerne incendie). Aussi, le choix a été de suivre l'écoulement naturel des eaux et rapatrier les eaux de manière gravitaire.



- Les terrains ont à ce jour une vocation agricole puisque ces derniers font l'objet notamment de fauchage régulier pour les foins
- L'implantation de la citerne souple nécessite un éloignement relatif du bâtiment à protéger. Or les terrains du secteur 1 observent une trop grande proximité avec le bâtiment pour permettre sa défense incendie

Aussi, au regard des contraintes techniques et agro-écologique du terrain, il semblait plus judicieux d'implanter les équipements sur la partie basse de la fruitière (secteur 2).

Le secteur n°2 :

L'évolution entraîne le déclassement d'environ 0,43 ha de zone agricole à la faveur d'un zonage UE. On peut considérer qu'il s'agit d'un transfert de surface avec le secteur 1, par voie de conséquence la modification n'entraîne pas une réduction de la surface couverte par la zone A. De plus, lors du diagnostic les parcelles n'étaient pas considérées comme ayant un potentiel agronomique fort. Le réservoir de biodiversité est également évité.

Toutefois, la zone UE impact un corridor écologique identifié par la Trame Verte et Bleue. Il convient de relativiser les impacts potentiels du projet, puisque ce dernier prévoit l'implantation d'un bassin de rétention des eaux pluviales afin de gérer le risque incendie à proximité. Répondant du même aux normes du risque incendie liées au statut ICPE

Toutefois, la citerne souple se trouve à grande proximité d'un réservoir de biodiversité. Il convient de préciser qu'il n'était pas possible d'implanter la citerne sur le secteur I (cf : Zoom sur le déclassement su secteur 1 – p.14). Aussi, après plusieurs échanges avec les PPA, la fruitière a proposé une alternative afin de réduire les potentiels impacts de la citerne sur le réservoir de biodiversité. Pour ce faire la fruitière propose de changer l'orientation de la citerne afin d'éloigner au maximum cette dernière du réservoir de biodiversité (cf plan d'implantation p.16)

Il convient de préciser que cette évolution intervient dans le cadre d'une mise en conformité des équipements dépendant d'une installation classée. Aussi, une étude a été menée et les éléments seront annexés au présent dossier.

L'évolution du PLU va permettre une mise en conformité au regard du risque d'incendie. En effet, les besoins en eau pour la gestion des incendies des installations classées sont encadrés par un cadre légal et notamment la D9 qui conditionne le volume minimum d'eau produite par le Poteau Incendie (PI) : 360 m3 pendant 2 h. Or, lors des contrôles organisés par le SIAEP le PI de la Fruitière ne produit que 63 m3 sur 2 h. Aussi, pour se mettre en conformité la fruitière souhaite installer :

- Une citerne souple de 240 m3
- Un bassin de rétention de 480 m3 accueillant les eaux pluviales et les eaux d'extinction d'incendie. Cette installation est complétée par la pose d'un séparateur d'hydrocarbure afin d'améliorer la qualité des eaux pluviales récupérées. Le volume d'eau à mettre en rétention est établi en fonction des besoins en eau des services de secours.

Cette mise en conformité intervient notamment à la suite de l'opération coup de poing du Département de la Savoie : prévention des risques incendie sur les risques incendie sur les risques industriels menés par le préfet de Savoie en mars 2022. En effet, *« les risques d'incendie ne se limitant pas aux établissements Seveso, l'inspection des installations classées de la DREAL et des directions départementales de la protection des populations a mené en mars 2022 une vaste campagne de contrôle de la défense incendie sur les sites industriels de la région. Elle a concerné des sites non Seveso, soumis à autorisation ou à enregistrement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Au total, 273 sites industriels ont été inspectés sur l'ensemble de la région et des écarts ont été relevés sur 228 établissements. L'identification de non-conformités permet à l'inspection de faire progresser en continu la prévention des risques en engageant les exploitants à les corriger et en mettant ainsi en évidence les pistes de progrès dans la gestion des sites. Les principales actions correctives demandées portaient sur :*

- *Le bon fonctionnement des moyens de rétention (dimensionnement, intégrité, présence de vanne d'isolement) pour éviter la pollution du milieu par les eaux d'extinction en cas d'incendie ;*

- *Le contrôle des moyens d'extinction (vérifications périodiques des extincteurs, débit adapté des poteaux incendie) et le traitement rapide des défauts identifiés, pour s'assurer de leur bon fonctionnement en cas de besoin ;*
- *Les conditions d'entreposage des matières combustibles (volume stocké, parois coupe-feu, délimitation des zones), pour limiter le risque de propagation d'un feu éventuel. »*

Plus de détails :

<https://www.savoie.gouv.fr/index.php/contenu/telechargement/39069/277105/file/Pr%C3%A9vention%20des%20risques%20incendie%20sur%20les%20sites%20indus.pdf>

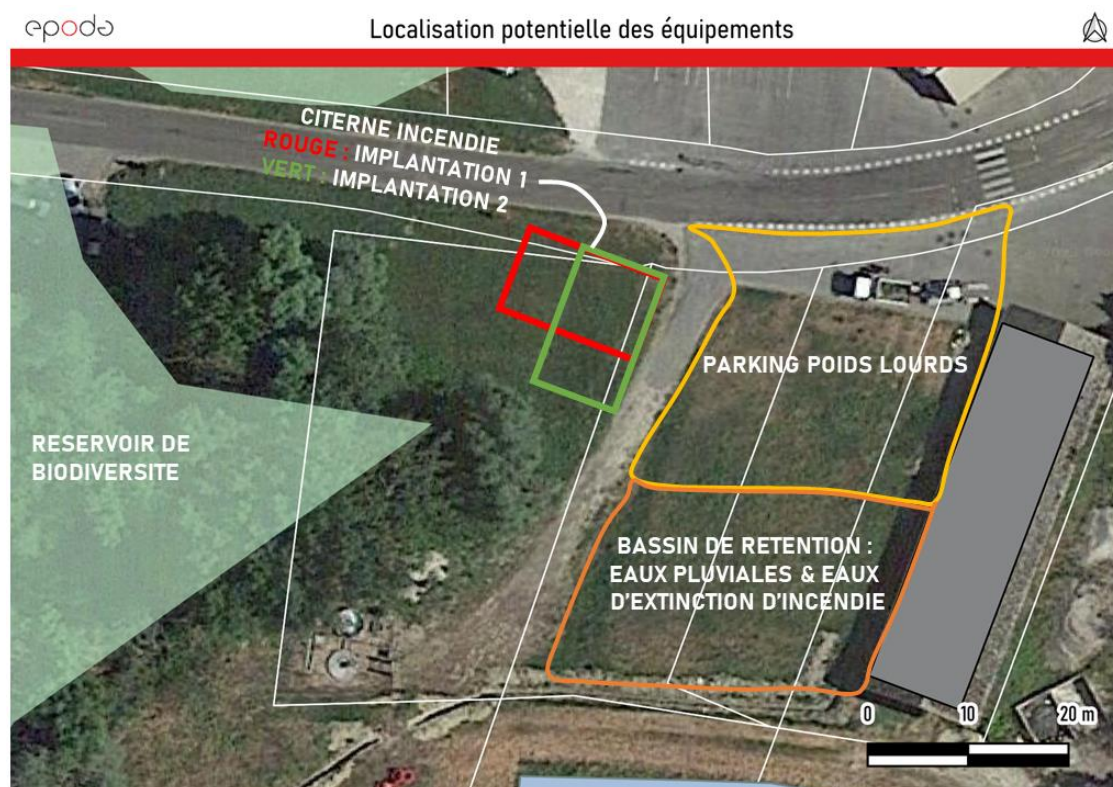
Aussi, l'ensemble des évolutions règlementaires portant sur le secteur de la Fruitière s'inscrit dans le cadre de la politique de mise en conformité des ICPE souhaitée par le préfet de Savoie ainsi que la préfecture de Région.



Le secteur est aussi concerné par l'aménagement d'un parking poids lourds destiné à accueillir les chauffeurs durant la nuit notamment. Ce parking vise à sécuriser les abords de la route qui ne seront plus encombrés par des poids lourds faute de place.

Il convient de préciser, qu'une plateforme de retournement pour les secours sera également aménagée sur le secteur.

Afin de synthétiser l'ensemble des projets portant sur le secteur 2, la carte ci-dessous présente l'implantation potentielle des différents équipements :



Le secteur n° 3 :

L'emprise de cette évolution est relativement importante et intervient dans le périmètre d'un corridor écologique. Toutefois, les incidences sur l'environnement restent moindres puisque le zonage « Neq » est un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL). Le règlement de la zone Neq ne permet que l'implantation d'équipements publics destinés au bon fonctionnement des équipements. Il ne s'agit pas ici de permettre une quelconque constructibilité supplémentaire, d'autant plus qu'un réservoir de biodiversité (Nre) jouxte le site.

De plus, un accès est aujourd'hui nécessaire pour entretenir l'ensemble des ouvrages communaux présents sur le secteur, cet accès n'engendrera pas de flux de mobilités supplémentaires pouvant être considérés comme un obstacle aux déplacements de la petite faune. Cependant, au regard de la localisation du secteur dans un corridor de biodiversité, il conviendra d'avoir une attention particulière quant au revêtement de l'accès. Une voirie perméable réduira l'impact de cet accès sur l'environnement.

L'identification d'un STECAL Neq ne permettra pas la construction de bâtiments à l'exception des locaux techniques, mais permettra l'entretien de la voirie déjà existante.

Le secteur n° 4 :

Le projet prévoit de rénover la micro STEP afin de mieux gérer les effluents de la fruitière.

En effet, les travaux permettront à terme de mieux traiter les effluents et limiter ainsi la présence de polluants dans l'eau qui peuvent rapidement entraîner une pollution diffuse dans les sols et/ou dans des Zones Humides alentour.

Au même titre que le secteur 3 l'emprise se limite à la STEP existante et n'ouvre pas de droit à la constructibilité.

Comme précisé ci-avant la fruitière de Domessin a fait l'objet d'un arrêté préfectoral ICPE en 1995. Toutefois, depuis 1995 la législation a évolué et certaines infrastructures et notamment la STEP sont appelées à évoluer. C'est dans son contexte et en étroite collaboration avec l'inspecteur des installations classées de la DDT, que la STEP de la fruitière doit faire l'objet de travaux. Aussi, l'infrastructure a fait l'objet d'une étude réalisée par ALP'EPUR afin de calibrer les travaux envisagés et il s'agirait de :

- Mettre aux normes les équipements afin d'améliorer la qualité des rejets
- Réduire la surface du bassin existant et ainsi reboucher une partie de la STEP existante. Aussi l'évolution du PLU vient réduire l'emprise au sol de l'infrastructure
- Modifier le milieu récepteur. En effet, anciennement les eaux traitées étaient rejetées dans l'Aigue Noire, cependant le contexte climatique favorise des débits d'étiage de plus en plus important. À ce jour, le cours d'eau n'est donc plus en capacité de réceptionner les eaux de la fruitière. Il a donc été décidé que le milieu récepteur de la Fruitière serait le Guiers qui présente aujourd'hui des caractéristiques plus propices aux rejets des eaux traitées.
- Mutualiser le tracé des réseaux entre la STEP communale et la STEP de la fruitière afin de réduire les coûts et limiter les interventions portant atteinte à la trame brune (sols et sous-sols)

Il convient de préciser qu'à ce jour le schéma du projet est acté notamment par les services de la DDT et que la Fruitière est actuellement dans la phase de consultations des entreprises.

CONFORMITÉ AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

LE SCoT AVANT-PAYS SAVOYARD & PADD DU PLU DE DOMESSIN

Prescription DOO (p.10) : La mise en œuvre d'un zonage garantissant l'inconstructible des corridors écologiques (hors bâtiments strictement liés à l'usage, à l'exploitation du milieu ou de la ressource ; hors extensions et implantations complémentaires de bâtiments agricoles nécessaires à l'évolution économique et réglementaire d'une exploitation existante dans le cadre de son activité)

Orientation PADD (p.13) : Préserver et restaurer les corridors écologiques ainsi que les axes de passage de la faune comme aux Combes (traversée du Guiers), du Buyat au Boisset, à la Picherotte (entre Domessin et Belmont-Tramonet), au Boudrier (en direction du Bottet sur La Broidoire)....

Prise en compte dans l'évolution : La révision du PLU entraîne le classement en zone NEq d'une partie d'un corridor écologique toutefois cette évolution est en accord avec le DOO puisque :

- Le zonage n'ouvre pas de droit à la constructibilité et permet uniquement l'entretien de l'existant
- Le zonage permet l'implantation d'équipements nécessaire à l'intérêt général (maintien et amélioration des performances de la station d'épuration et mise en place d'un bassin de rétention des eaux nécessaire à la gestion du risque incendie d'une installation classée.

Prescription DOO (p.19) : L'orientation principale du SCoT est la maîtrise de l'offre d'espaces économiques en utilisant en priorité les espaces disponibles [...] Le SCoT favorise le renouvellement urbain en valorisant les parcs d'activités existants en y demandant des actions de requalification et de densification : réinvestissement du foncier bâti vacant, valorisation des espaces publics, mutualisation des stationnements...

Orientation PADD (p.9) : Encourager la densification bâtie des zones existantes et la mutualisation d'équipements (parkings, aménagement paysagers, locaux poubelles...)

Prise en compte dans l'évolution : Au regard, des potentiels de densification, identifiés dans la zone artisanale de la SAGE, la révision allégée du PLU reclasse une partie de la zone UE en zone A. Dans ce contexte, la Commune favorise la densification de l'enveloppe bâtie existante et limite la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers

Prescription DOO (p.34) : Le SCoT organise le développement économique sur 19 zones d'activités à vocation mixte d'enjeu local (la ZA de la SAGE est identifiée par cette prescription). Elles doivent favoriser le développement économique des communautés de communes avec l'accueil de nouvelles entreprises et en soutenant le développement des entreprises de leur territoire [...].

Orientation PADD (p.9) : Soutenir le développement des petites entreprises, l'artisanat de production ou les services connexes à l'industrie, dans la zone de la SAGE

Prise en compte dans l'évolution : L'évolution du PLU se fait afin de réaliser une mise aux normes d'une ICPE et par voie de conséquence permet le bon développement de la ZA de la Sage qui est une zone d'activité d'enjeu local. Il convient de rappeler que la fruitière de Domessin Panissage est un employeur d'ampleur à l'échelle locale :

- 72 exploitations partenaires
- 70 personnes en CDI
- 33 millions de litres par an

Aussi, il est important à l'échelle du territoire de permettre le développement et la bonne santé économique de l'entreprise.

CONFORMITÉ AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX (SUITE)

LE SCOT AVANT-PAYS SAVOYARD

Prescription DOO (p.70) : *Une mise en conformité des stations d'épuration, collectives ou non, et des réseaux d'assainissement du territoire, dont le fonctionnement n'est pas aux normes. [...] . L'action des collectivités en la matière devra se concentrer sur :*

- *Le renforcement de la lutte contre les apports toxiques ;*
- *La limitation des pollutions bactériologiques pour permettre la préservation (ou le retour) des usages existants ;*
- *La réduction des risques de pollutions accidentelles*

Prise en compte dans l'évolution : La création d'un STECAL NEq sur le secteur 4 doit permettre la remise aux normes de la STEP construite en 1995. Une partie des travaux devrait permettre de reprendre l'étanchéité d'un bassin de stockage de pollution accidentelle limitant ainsi les pollutions diffuses.

Prescription DOO (p.70) : *Il demande d'être attentif aux risques générés par la concentration d'installations présentant un risque non avéré, mais dont « les effets cumulés » peuvent présenter un risque global significatif.*

Prise en compte dans l'évolution : La révision allégée permet la mise en place d'infrastructures permettant de lutter efficacement contre les risques incendies induits par l'installation classée

Prescriptions DOO (p.7) : *Les zones humides, en accord avec la loi sur l'eau et les milieux aquatiques et le SDAGE relayé par les SAGE, doivent faire l'objet de protections spécifiques. Des inventaires pourront utilement alimenter la réflexion des PLU dans ce sens.*

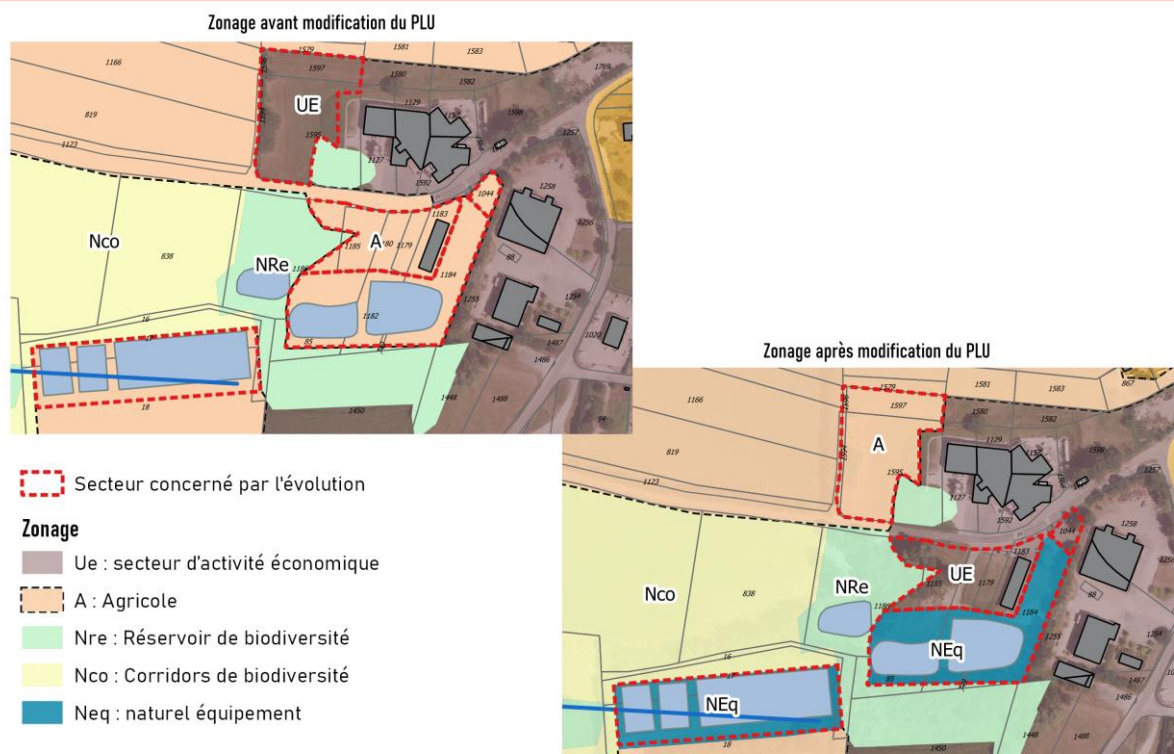
Orientation PADD (p.13) : *Protéger la diversité des réservoirs de biodiversité (Znieff, zones humides, certains boisements...) en garantissant leur inconstructibilité stricte.*

Prise en compte dans l'évolution : Le changement de zonage n'empiète pas sur la zone humide à proximité. Cette dernière est identifiée et fait l'objet d'un zonage spécifique « Nre » soit naturelle réservoir de biodiversité qui permet sa protection.

EFFETS SUR LE REGLEMENT GRAPHIQUE



EVOLUTION DE ZONAGE : SECTEUR DE LA FRUITIERE



ZOOM SUR LES SOLS FAISANT L'OBJET D'UNE EVOLUTION



Les près sur la partie droite sont restitués à la zone Agricole



Sol destiné à accueillir le parking poids lourds – Sol étant identifié comme une friche

2.2.2. Création d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL)

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La révision allégée de Domessin permet la création d'un STECAL NEq afin de maintenir et entretenir les équipements structurants existants (station d'épuration, bassin de récupération des eaux pluviales). Dans ce contexte, il convient de mettre en œuvre un règlement en accord avec la préservation du corridor écologique existant.

Aussi, le règlement autorise uniquement les destinations suivantes :

- Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires
- Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisés, les déblais, remblais sous conditions.

En effet, le règlement prévoit :

- D'imposer des revêtements perméables pour ne pas porter atteinte à la qualité des sols
- D'autoriser les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisés, les déblais, remblais avec des conditions strictes permettant la préservation du corridor écologique (ex : à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité des corridors biologiques concernés et soient inférieurs à **0,80m**)

Il convient de préciser que le règlement prévu pour la zone NEq est issu des préconisations du « guide sur les dispositions opposables du PLU » et du règlement de la zone Nco (STECAL en corridor écologique) de la Commune de Pommiers-la-Placette (Isère) cité en exemple.

EFFETS SUR LE REGLEMENT ECRIT

Avant révision du PLU : Règlement inexistant

Après révision du PLU : Création d'un STECAL Neq

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Neq

CHAPITRE I : DESTINATIONS, USAGES ET NATURES DE L'OCCUPATION

I.1 - Caractère de la zone

Secteur visant à maintenir et entretenir les équipements nécessaires au fonctionnement des activités du territoire, notamment la STEP et les bassins de rétention des eaux pluviales.

I.2 – Occupations et utilisations du sol interdites

Les destinations suivantes sont interdites :

- Habitation/hébergement
- Commerce et activités de service
- Équipements d'intérêt collectif et services publics (à l'exception de locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires sous conditions)
- Les exploitations agricoles et forestières
- Les autres activités des secteurs secondaires ou tertiaires
- Les autres usages et occupations (à l'exception des affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisés, les déblais, remblais, dépôts de toute nature sous conditions)

I.3 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisés sous conditions :

- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service, dès lors qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, et que toutes les dispositions sont prises pour limiter la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.
- Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements, les déblais, les remblais sont autorisés à condition :
 - Qu'ils soient liés à toute activité rendue nécessaire pour la protection contre les risques naturels
 - Qu'ils soient rendus strictement nécessaires pour un aménagement public
 - Qu'ils soient indispensables à la réalisation ou la mise en conformité des systèmes d'assainissement des eaux usées ;
 - Qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité des corridors biologiques concernés et soient inférieurs à **0,80m (à valider par la commune car cela peut-être plus)**.

CHAPITRE II : CARACTÉRISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE

II.1 - Implantation des constructions

Non règlementé

II.2 – Volumétrie

Les volumes doivent être simples et compacts.

Les toitures plates sont autorisées

Les pentes de toit doivent observer une pente de minimum 30 %

Hauteur minimale : Non règlementé

Hauteur maximale : **4 mètres au faîtage**

II.3 - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

II.4 - Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

Non règlementé

CHAPITRE III : ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX

III.1 - Desserte par les voies publiques ou privées

Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des nouvelles voies de desserte doivent répondre aux besoins de l'opération, notamment en ce qui concerne les conditions de circulation l'approche du matériel de lutte contre l'incendie. La voirie ne doit pas porter atteinte à l'intégrité des sols constitutifs du corridor écologique, notamment en **mobilisant des matériaux perméables**.

2.3. Bilan de la consommation d'ENAF

Le bilan de la consommation foncière démontre que l'évolution du PLU entraîne un accroissement des surfaces N et A et une diminution des zones 1AU.

En effet, les modifications du règlement graphique se déclinent comme qui suit :

- La suppression de la zone 1AUac entraîne :
 - -4 ha - 1AUac
 - +1,63 ha - Nre
 - +2,37 ha - A
- L'évolution du zonage sur le secteur de la fruitière :
 - -0,53 ha - UE
 - -1,96 ha – A
 - +0,53 ha – A
 - +0,47 ha – UE
 - +1,5 ha – Neq

Aussi, le bilan des surfaces avant/après révision allégée est présenté dans le tableau ci-dessous :

	Superficie (en ha) avant révision	Superficie (en ha) après révision	Taux d'évolution
zones U	127,05 ha	127,99 ha	+0,73%
zones 1 AU	5,96 ha	1,96 ha	-80 %
zones 2 AU	0 ha	0 ha	0 %
zones A	613,82 ha	614,75 ha	+ 0,15 %
zones N	235,71 ha	238,84 ha	+ 1,28 %
Total	982,54 ha	982,54 ha	

3. CONCLUSION

Les modifications envisagées restent mineures et entrent pleinement dans le cadre d'une procédure de révision allégée du PLU.

En effet, les justifications apportées dans la notice permettent de conclure que la présente révision allégée n'est pas de nature à impacter les milieux naturels et agricoles. Au contraire, le bilan de la consommation foncière démontre que l'évolution du PLU entraîne un accroissement des surfaces N et A et une diminution des zones 1AU.

De plus, l'analyse sectorielle montre que les modifications n'entraînent pas d'incidence directe sur l'environnement :

- La suppression de la zone 1AUac favorise la protection d'un espace agricole tout en préservant les zones humides identifiées à la Trame Verte et Bleue
- Les transferts de surface sur le secteur de la fruitière permettent :
 - La protection d'un espace agricole à fort potentiel agronomique
 - La mise aux normes face à la prise en compte du risque incendie pour les ICPE
 - La gestion des eaux pluviales
 - La préservation de la ressource en eau
 - L'amélioration de la qualité des effluents grâce à l'amélioration du système de traitement des eaux de la STEP

Globalement, la révision allégée du PLU de Domessin :

- N'entraîne pas d'incidence sur l'environnement
- S'inscrit en conformité avec les documents supra-communaux
- Permet de répondre aux besoins d'équipements structurants de la Commune